Euskararen erakunde publikoa
Office public de la langue basque

Partenariat avec la Communauté Autonome d'Euskadi
Convention cadre et Annexe 2021

Euskal Autonomia Erkidegoarekiko partaidetza
Hitzarmen markoa eta Eranskina 2021

Contexte et présentation du projet :

Le 7 février 2007, le Président de l'Office Public de la Langue Basque et le Ministre de la Culture du Gouvernement de la Communauté Autonome d'Euskadi signaient une convention de partenariat fixant jusqu'en 2010 le cadre de la collaboration que les deux entités se proposaient de développer dans le domaine de la politique linguistique en faveur de la langue basque. Depuis, cette convention a été renouvelée par deux fois, en 2011 puis en 2016.

Au terme de cette troisième période de coopération, les signataires ont décidé de reconduire le partenariat pour la période 2021-2025, en réaffirmant la volonté du Gouvernement de la CAE et de l'OPLB de pérenniser et consolider le partenariat transfrontalier en matière de politique linguistique en faveur de la langue basque, dans le respect de l'autonomie de décision et des règles de fonctionnement de chacun.

Cette nouvelle convention cadre jointe en annexe fixe le cadre global de coopération, et prévoit comme les précédentes que les modalités de coopération seront déclinées chaque année dans une annexe annuelle venant préciser l'ensemble des activités opérationnelles.

Pour 2021, la convention annuelle de partenariat jointe en annexe prévoit :

- d'une part, le programme des actions à mener en partenariat, en particulier :
  - réalisation de la VIIème enquête sociolinguistique,
  - poursuite de l'alimentation du système d'indicateurs de la langue basque EAS (Euskararen Adierazle Sistema),
  - poursuite des travaux de mise en place et d'équivalence des certifications de niveau de langue basque,

- d'autre part, le soutien financier des opérateurs privés du Pays Basque de France par le biais :
  - de conventionnements d'opérateurs identifiés de l'action linguistique,
  - d'un appel à projets action linguistique ouvert à tout autre opérateur privé du Pays Basque de France, dont le règlement et autres documents sont joints au présent rapport.

Testuingurua eta proiektuaren aurkezpena:

2007ko otsailaren 7an, Euskararen Erakunde Publikoko Lehendakariak eta Eusko Jaurlaritzako Kultura Sailburuak, 2010. urte arte bi erakundeen artean euskararen aldeko hizkuntza politikaren inguruko lankidetza garatzeko esparrua finkatzen duen partaidetza hitzarmen bat izenpetu zuten. Geroztik, hitzarmen hori bi aldiz arraberritua izan da, lehenik 2001an eta 2016an gero.

Hirugarren epealdi honen bukaeran, izenpetzaileek erabaki dute 2021-2025 epealdirako esparru-hitzarmena berriz bideratzea, Eusko Jaurlaritzaren eta EEPren artean euskararen hizkuntza politikako gaietan mugaz gaindiko lankidetza garatzearen aldeko borondatea berretsiz eta erakunde mailako harreman iraunkorrak egonkortuz, herri-erakunde bakoitzaren erabaki-autonomia eta funtzionamendu-arauak errespetatuz.

Txosten honi erantsirik dagoen hitzarmen-marko berri honek, aurrekoek bezala, lankidetzarako esparru orokorra finkatzen du, aurreikusiz lankide-modalitateak urteko Eranskin baten bidez bideratuko direla, urteko jarduera operatibo guziak zehaztuz.

Txosten honi erantsirik dagoen 2021eko urteko eranskinak honakoak aurreikusten ditu:

- batetik, elkarlanean burutuko diren ekimenak, bereziki:
  - VII. inkesta soziolinguistikoaren gauzatzea,
  - EAS - Euskararen Adierazle Sistemaren partaidetzan obratu proiektuaren elikatzeko datu bilketaren jarraipena,
  - Euskara maila neurtzeko gaitasun egiaztatze agirien baliokidetza gauzatze lanak segitzea,

- bestetik, Ipar Euskal Herriko eragile pribatuen lana diruz laguntzea, honakoen bitartez:
  - hizkuntzaren alorrean lanean diharduten eragile jakin batzuk hitzarmenez lotuz,
  - hizkuntza jarduera proiektu deialdi bat antolatuz, Ipar Euskal Herriko beste eragile pribatuei irekia, araudia eta lotutako beste dokumentuak honako bozkatzeko txostenari erantsiak zaizkiolarik.

Délibération :

Sur la base de ces éléments, l'Assemblée générale de l'OPLB décide :

- d'approuver la convention cadre de partenariat entre l'OPLB et le Gouvernement de la Communauté Autonome d'Euskadi pour la période 2021-2025 jointe en annexe ;
- d'approuver l'annexe 2021 à la convention cadre jointe en annexe et fixant pour 2021 le programme d'activité détaillé à conduire entre les deux partenaires, ainsi que la documentation relative à l'organisation de l'appel à projets (règlements et formulaires joints en annexe) ;
- d'autoriser le Président de l'OPLB à signer la convention cadre 2021-2025 ainsi que l'annexe 2021 avec les représentants du Gouvernement de la CAE.

Adopté à l'unanimité.

Erabakia:

Elementu horien oinarrian, EEPko Biltzar Nagusiak erabakitzen du:

- txosten honi erantsirik zaion 2021-2025 epealdirako EEPren eta Euskal Autonomia Erkidegoko Eusko Jaurlaritzaren arteko lankidetzarako esparru-hitzarmena onartzea;
- txosten honi erantsirik zaion aipatu esparru-hitzarmenari dagokion 2021eko eranskina onartzea, bi partaideek obratzekoa duten jarduera-programa zehatza finkatzen duena, baita proiektu deialdiaren antolatzeari buruzko dokumentazioa ere (dokumentu honi erantsiak ere araudiak eta eskabide txostenak);
- EEPren Lehendakariari Eusko Jaurlaritzako ordezkariekin batean 2021eko eranskina izenpetzeko baimena ematea.

Aho batez onartua.

2021 • 2025

CONVENTION DE PARTENARIAT
EN MATIERE DE POLITIQUE LINGUISTIQUE
ENTRE LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DU GOUVERNEMENT BASQUE
ET L'OFFICE PUBLIC DE LA LANGUE BASQUE
–

CONVENTION-CADRE 2021-2025

PREAMBULE

Vu la Convention-Cadre du Conseil de l'Europe relative à la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales signée à Madrid le 21 mai 1980.

Vu le Traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, signé à Bayonne le 10 mars 1995.

Concernant, d'une part, le Gouvernement Basque :

- Compte tenu du décret 73/2021 du 23 février 2021 sur l'organisation du Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque confiant au Vice-ministère de la Politique Linguistique le soin de mettre en œuvre et de suivre la politique du Gouvernement Basque en matière de normalisation de l'utilisation de la langue basque, et d'en fixer les critères de mise en œuvre.

- Compte tenu que le Vice-ministère de la Politique Linguistique est, entre autres, chargé de définir un plan d'ensemble à l'échelle de la Communauté Autonome d'Euskadi et d'en fixer les programmes d'actions, de dynamiser et de soutenir les partenariats entre pouvoirs publics ayant compétence en matière de politique linguistique, de développer, au regard de l'ensemble de la communauté bascophone, des relations avec tous les organismes d'autres territoires œuvrant à la normalisation de la langue basque.

- Compte tenu de la ratification par le Parlement Basque, dans sa séance du 10 décembre 1999 du Plan Général de Revitalisation de la langue basque validé par le Gouvernement Basque le 28 juillet 1998 et de la demande formulée au Gouvernement Basque dans la troisième résolution, de développer la promotion de la langue basque en partenariat avec les organismes publics et privés de Navarre et du Pays Basque français.

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

- Compte tenu ensuite de la ratification et de la publication par le Parlement Basque le 11 septembre 2013, en relais du Plan Général de Revitalisation, du Plan d'Action de Soutien à la Langue Basque pour une période de 10 ans, dont le principal enjeu est d'impulser l'usage de la langue basque.

- Compte tenu par ailleurs, de l'adoption lors de la séance du 9 mars 2018 de la Commission Culture, Langue Basque et Sport du Parlement Basque dans le cadre de l'étude de l'Agenda Stratégique de la Langue Basque pour 2017-2020, de la résolution suivante : le Parlement basque demande au Gouvernement Basque d'organiser et de renforcer la coopération entre les institutions des trois territoires de la langue basque et de favoriser également la reconnaissance internationale de la langue basque. Pour ce faire, le Parlement basque juge nécessaire d'encourager et de renforcer la coopération du Gouvernement Basque avec le Gouvernement de Navarre et l'Office Public de la Langue Basque (...).

- De même, compte tenu de l'engagement du Conseil gouvernemental du Gouvernement Basque dans son Programme gouvernemental ainsi que dans l'Agenda Stratégique de la Langue Basque adoptée pour la période 2020-2024 d'organiser et de renforcer la coopération entre les institutions des trois territoires de la langue basque et de favoriser la reconnaissance internationale de la langue basque.

Concernant, d'autre part, l'Office Public de la Langue Basque :

- Compte tenu que l'Etat, la Région Aquitaine, le Département des Pyrénées-Atlantiques, le Syndicat Intercommunal de Soutien à la Culture Basque et le Conseil des Elus du Pays Basque ont constitué en 2004 pour une durée de 6 années, le Groupement d'intérêt public « Office Public de la Langue Basque » avec pour mission, d'une part, de définir et mettre en œuvre une politique linguistique publique et concertée en faveur de la langue basque, et d'autre part, de mobiliser les moyens financiers nécessaires pour mener à bien les actions retenues dans le cadre de son propre programme d'activités, ou confiées à des maîtres d'œuvres qu'il conventionne à cette fin.

- Compte tenu que, pour remplir sa mission, l'Office Public de la Langue Basque a défini un Projet de Politique Linguistique adopté le 21 décembre 2006.

- Compte tenu que le GIP a été reconduit en 2010 pour une nouvelle période de 6 ans, puis renouvelé en 2017 en intégrant la Communauté d'Agglomération Pays Basque créée le 1er janvier 2017 comme membre de l'OPLB représentant les communes du Pays Basque, en lieu et place du Syndicat Intercommunal pour le Soutien à la Culture Basque et du Conseil des Élus du Pays Basque.

- Compte tenu que sur les fondements du Projet de Politique Linguistique adopté le 21 décembre 2006, l'OPLB a redéfini ses priorités dans son Projet stratégique pour la période 2018-2022, adopté par l'Assemblée générale de l'OPLB du 19 octobre 2018.

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

Concernant enfin le partenariat entre le Gouvernement Basque et l'Office Public de la langue basque :

- Compte tenu que le 7 février 2007 à Bayonne, une première convention de coopération en matière de politique linguistique a été signée entre le Vice-ministère de la Politique linguistique du Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque pour la période 2007-2010.

- Compte tenu que le 31 janvier 2011, après avoir dressé un bilan positif de la première convention, les deux partenaires ont prolongé leur coopération en matière de politique linguistique par la signature d'une seconde convention établie pour la période 2011-2016.

- Compte tenu que le 27 mars 2017, les deux partenaires ont décidé de renouveler leur collaboration par la signature d'une 3ème convention-cadre initialement établie pour la période 2017-2022.

- Compte tenu que la loi 40/2015 du 1er octobre 2015 sur le Règlement Juridique du Service Public espagnol prévoyant une durée maximale des conventions de quatre ans, le Gouvernement Basque, en accord avec l'OPLB, a décidé que la durée de la convention 2017-2022 serait ramenée à 4 ans et effective jusqu'au 29 mars 2021.

- Compte tenu du bilan positif et de l'intérêt stratégique de cette collaboration, les deux partenaires conviennent de reconduire le partenariat pour la période 2021-2025.

- Les signataires réaffirment que ce projet de partenariat nécessite une gestion commune, coordonnée et concertée et sera mis en œuvre dans les limites du territoire d'action de chacun des partenaires.

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

ENTRE LES SOUSSIGNES

D'une part, le Ministre de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque,
Bingen ZUPIRIA GOROSTIDI,

Et d'autre part, le Président de l'Office Public de la Langue Basque
Antton CURUTCHARRY,

Représentant leurs institutions respectives,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

En référence au Plan d'Action de Soutien à la Langue Basque ratifié par le Parlement Basque le 11 septembre 2013 qui a pris le relais du Plan de revitalisation de la langue basque ratifié par le Parlement Basque le 10 décembre 1999 d'une part, et en référence

au Projet de Politique Linguistique adopté par l'Office Public de la Langue Basque le 26 décembre 2006 et au Projet stratégique 2018-2022 adopté le 19 octobre 2018 d'autre part, le Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque décident de signer la présente convention afin de concrétiser leurs souhaits de partenariat, tel que précisé ci-après :

1. Objet de la convention

Cette convention encadre le partenariat transfrontalier en matière de politique linguistique concernant la langue basque, que le Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque décident de pérenniser et de conforter dans le respect de l'autonomie de décision et des règles de fonctionnement de chacun des organismes concernés.

2. Principes généraux du partenariat

• Les deux parties affirment que le partenariat transfrontalier en matière de politique linguistique qui sera mis en place prendra en compte le cadre légal en vigueur dans chacun des territoires et expriment leur volonté d'en respecter les différences et spécificités légales et juridiques.

• Les signataires affirment leur volonté de faire de cette convention un outil de développement d'une politique transfrontalière en faveur de la langue basque.

• Les signataires affirment une volonté partagée de préserver et développer la pratique de la langue basque, commune aux deux territoires dans le respect des prérogatives propres à chacun des deux partenaires.

• Les signataires confirment leur volonté de mieux connaître les réalités sociales et politiques respectivement vécues par les uns et par les autres et de développer des relations d'amitié.

• Les signataires considèrent nécessaire, dans l'intérêt des deux parties, de s'appuyer sur cette relation de partenariat afin de mener à bien des initiatives en cours ou celles qui pourraient être prises.

• Les deux partenaires confirment leur volonté de renforcer le partenariat transfrontalier entre les institutions publiques et de structurer dans le domaine de la langue basque une politique publique concertée.

3. Activités susceptibles d'être menées ensemble par les institutions publiques des deux côtés de la frontière

Prenant en compte les axes de travail du Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque et de l'Office Public de la Langue Basque, les signataires expriment leur volonté de développer des relations de travail.

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

Les deux partenaires décident de mener en commun et de soutenir les activités qui répondent à au moins l'un des quatre enjeux suivants :

• Transmission de la langue : il répond à l'objectif d'augmenter le nombre de locuteurs de tous âges et d'inverser ainsi le déclin observé ces dernières années et mis en lumière par les enquêtes sociolinguistiques successives.

• Présence et utilisation de la langue : il vise à développer la place de la langue basque dans tous les pans de la vie sociale et de la vie privée.

• Qualité de la langue : il répond à l'objectif de préserver et accroître la qualité de la langue, à l'écrit comme à l'oral et dans les différents domaines de l'usage public et privé.

• Désir de langue / Motivation : il constitue un enjeu transverse. L'objectif est ici de susciter le désir de langue, de renforcer l'adhésion de la société et de favoriser l'activation de l'usage de la langue basque.

Par ailleurs, afin de mieux connaître l'évolution sociolinguistique concernant la langue basque, les travaux d'études et de recherches seront soutenus : entre autres, l'enquête sociolinguistique du Pays Basque, le suivi d'indicateurs relatifs à la présence et à l'utilisation de la langue basque et l'échange d'informations sur ces données.

Enfin, le Vice-ministère de la Politique Linguistique et l'Office Public de la Langue Basque se tiendront régulièrement informés de toute initiative et projet en matière de politique linguistique concernant les deux parties, qu'ils s'inscrivent ou pas dans les domaines d'activités actuellement identifiées dans la présente convention.

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

4. Procédure de définition du partenariat : Annexe annuelle

Cette convention constitue le cadre de référence pour le partenariat. Chaque année sera signée une annexe annuelle, composée de deux parties :

4.1. Les actions menées en partenariat entre le Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque

Chaque année, seront précisés dans l'Annexe les programmes d'action de partenariat et les modalités de mise en œuvre de ceux-ci : les contributions de chaque partenaire, les moyens mis en œuvre, la communication relative aux actions...

La proposition du programme d'actions sera à la charge du Comité de suivi technique (décrit en point 5.), cette proposition étant ensuite étudiée et décidée par le Comité de suivi politique.

4.2. Les subventions attribuées par le Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque aux opérateurs privés du Pays Basque de France

Avec l'objectif de renforcer l'utilisation de la langue, l'Annexe précisera les modalités d'accompagnement financier des acteurs linguistiques privés du Pays Basque de France.

A cet effet, un fonds de coopération sera constitué, abondé par les contributions des deux partenaires et, conformément à la présente convention, dont la gestion sera de la responsabilité du Comité de suivi (cf. Point 5. de la convention). L'Annexe annuelle précisera les contributions de chacun des deux partenaires et les modalités de versement. Le Fonds de coopération sera géré en concertation.

Le Comité de suivi fixera chaque année les priorités, objectifs, actions, contributions financières et modalités de mise en œuvre. De même, le Comité de suivi proposera chaque année les projets susceptibles d'être accompagnés, en s'appuyant sur les critères et objectifs définis dans la présente convention.

La gestion du fonds de coopération relèvera, principalement, de la responsabilité de l'Office Public de la Langue Basque qui en assurera chaque année l'organisation. Cependant, l'aide et la présence du Gouvernement Basque seront prévues à tous les niveaux de la mise en œuvre de la démarche : examen des projets, jury, communication relative aux projets accompagnés, autres présentations ou conférence de presse liées à la démarche...

5. Durée de la convention et modalités de suivi

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et pour une période de 4 ans.

Afin d'assurer le suivi et la mise en œuvre des orientations fixées par cette convention, un Comité de suivi sera créé entre le Vice-ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque.

Le Comité de suivi s'établira à deux niveaux :

• D'une part, un Comité de pilotage à vocation stratégique composé pour le Gouvernement Basque du Ministre de la Culture et de la Politique Linguistique, du Vice-ministre de la Politique Linguistique et du Directeur de la Recherche et Coordination Linguistiques du Vice-ministère de la Politique Linguistique, et pour l'Office Public de la Langue Basque du Président et du Directeur.

• D'autre part, un Comité technique composé des techniciens de chacune des institutions sous la responsabilité du directeur de l'Office Public de la Langue Basque et du Directeur de la Recherche et Coordination Linguistiques du Vice-ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque.

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

Le travail de secrétariat du Comité de suivi sera effectué par le directeur de l'Office Public de la Langue Basque et par le Directeur de la Recherche et Coordination Linguistiques du Vice-ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque, assistées par les équipes techniques de chacune des institutions.

Le Comité de niveau politique se réunira au minimum une fois l'an, pour effectuer le suivi de la convention, et plus particulièrement pour examiner le bilan de la mise en œuvre de la convention pour l'année écoulée et valider la proposition des projets pour l'année en cours.

Le Comité technique, quant à lui, se réunira chaque fois que nécessaire.

6. Autres obligations

Concernant la Communauté Autonome Basque :

La mise en œuvre de la présente convention devra respecter le règlement relatif à l'attribution des aides tel que décrit dans le VI. Titre du Décret législatif 1/1997, du 11 Novembre, ainsi que les obligations décrites dans l'article 50.2. Toutes les informations nécessaires seront transmises au Bureau de Contrôle Economique du Ministère de la Finances et de l'Economie et au Tribunal des Comptes Publics du Pays Basque.

Concernant les institutions françaises :

La mise en œuvre devra respecter le décret 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public constitués pour exercer des activités dans le domaine de la culture ainsi que le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les contentieux éventuels que pourraient soulever la mise en œuvre de la convention seront jugés par le Tribunal Supérieur de Justice de la Communauté Autonome d'Euskadi et par le Tribunal Administratif de Pau selon les cas.

Afin de formaliser ce qui a été convenu et de l'appliquer comme prévu, les deux parties signent cette convention à Bayonne, en basque et en français.

7. Non-respect des obligations

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations résultant de la présente convention-cadre ou des annexes signées annuellement, la partie ayant respecté ses engagements sera en droit d'exiger l'exécution ou la résiliation de l'accord et, en tout état de cause, la réparation les dommages causés.

2021 • 2025

A Bayonne, le … mars 2021.

Bingen ZUPIRIA GOROSTIDI Ministre de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque Signature	**Antton CURUTCHARRY** Président de l'Office Public de la Langue Basque Signature

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

EUSKO JAURLARITZA
GOBIERNO VASCO
KULTURA ETA HIZKUNTZA POLITIKA SAILA
DEPARTAMENTO DE CULTURA Y POLÍTICA LINGÜÍSTICA

Euskararen erakunde publikoa
Office public de la langue basque

2021 • 2025

EUSKO JAURLARITZAREN KULTURA ETA HIZKUNTZA POLITIKA SAILAREN ETA EUSKARAREN ERAKUNDE PUBLIKOAREN ARTEAN HIZKUNTZA POLITIKAKO GAIETAN **LANKIDETZAN JARDUTEKO HITZARMENA**

ESPARRU-HITZARMENA 2021-2025

Izenpedura
Kultura eta Hizkuntza

Izenpedura
Euskararen Erakunde Publikoa

ATARIKOA

Kontuan hartuz 1980ko maiatzaren 21ean Madrilen sinatutako mugaz gaindiko Lankidetzarako Esparru-hitzarmena.

Kontuan hartuz Espainiako Estatuak eta Frantziako Errepublikak 1995eko martxoaren 10ean sinatutako mugaz gaindiko Lankidetzarako Tratatua.

Alde batetik, Eusko Jaurlaritzari dagokionez:

- Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politika Sailaren egitura organikoa finkatzen duen 2021eko otsailaren 23ko 73/2021 Dekretuan jasotakoaren arabera, Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzari dagokio Eusko Jaurlaritzaren hizkuntza-politika zehaztea eta jarraipena egitea, euskararen erabilera normalizatzeari dagokionez, eta arlo horretako jardun-irizpideak garatzea eta ezartzea.

- Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzaren egiteko dira, besteak beste : Euskal Autonomia Erkidego osorako plangintza orokorra osatzea eta jarduera bateratuak burutzeko planak egitea; hizkuntza-politikan eskumena duten herri-aginte guztien arteko lankidetza dinamizatzea eta sustatzea; hizkuntza normalizatzeko zereginetan, euskara normalizatzen eta araupetzen diharduten erakundeekin harremanak izatea, eta euskal hiztunen komunitate osoa kontuan izanik, beste lurralde batzuetako era guztietako erakundeekin ere aritzea.

- Eusko Legebiltzarrak 1999ko abenduaren 10ean balio osoz egindako Osoko Bilkuran, Eusko Jaurlaritzak 1998ko uztailaren 28an onartutako Euskara Biziberritzeko Plan Nagusia berretsi zuen, eta, horretaz gain, 3. ebazpenean, Nafarroako eta Iparraldeko erakunde pribatuekin eta publikoekin lankidetzan euskararen sustapena bultzatzeko eskatu zion Eusko Jaurlaritzari.

- Ondoren, 2013ko irailaren 11n, Eusko Legebiltzarrak berretsi ondoan, Euskara Sustatzeko Ekintza Plana (ESEP) eman zen argitara. Hamar urterako plana da ESEP,

eta euskara biziberritzeko plangintzan EBPNren lekukoa hartu du, euskararen erabilera areagotzea erronka nagusi duen ibilbidean.

- Bestalde, Eusko Legebiltzarreko Kultura, Euskara eta Kirol Batzordeak, 2018ko martxoaren 9an egindako bilkuran, aztergai izan zuen 2017-2020rako Euskararen Agenda Estrategikoa eta eztabaida egin ondoren, honako ebazpen hau onetsi zuen: Eusko Legebiltzarrak Eusko Jaurlaritzari eskatzen dio euskararen hiru lurraldeen erakundeen arteko lankidetza antolatu eta indartu dezala, eta euskararen nazioarteko aitormena ere bultzatu dezala. Horretarako, Eusko Legebiltzarrak beharrezko jotzen du Eusko Jaurlaritzak Nafarroako Gobernuarekiko eta Euskararen Erakunde Publikoarekiko lankidetza bultzatzea eta indartzea (…)

- Halaber, Eusko Jaurlaritzaren Gobernu Batzordeak 2020-2024 legealdirako onartutako Gobernu Programa zein Euskararen Agenda Estrategikoan, hartutako konpromisoetako bat da euskararen hiru lurraldeen erakundeen arteko lankidetza antolatu eta indartzea, eta euskararen nazioarteko aitormena bultzatzea.

Beste aldetik, Euskararen Erakunde Publikoari dagokionez:

- 2004. urtean, Frantses Estatuak, Akitania Eskualdeak, Pirinio Atlantikoetako Departamenduak, Euskal Kulturaren Aldeko Herrien Arteko Sindikatuak eta Euskal Herriko Hautetsien Kontseiluak, Interes Publikoko Erakundea den Euskararen Erakunde Publikoa 6 urterako eratu zuten. Erakundearen eginkizunak dira, batetik, euskararen aldeko hizkuntza politika publikoa eta hitzartua definitzea eta obratzea eta bestetik, behar diren baliabide ekonomikoak bermatzea, bere jarduera-programan ezarritako dituen ekintzak aurrera eramateko edo horretarako kontratatu obralari batzuen esku uzteko.

Izenpedura
Kultura eta Hizkuntza

- Bere eginkizuna betetzeko, Euskararen Erakunde Publikoak Hizkuntza Politika Proiektu bat definitu eta adostu zuen 2006ko abenduaren 21ean.

- 2010ean, beste sei urterako berriztatu zen EEP, baita 2017an, berriz ere 6 urterako, 2017ko urtarrilaren 1ean sortu den Euskal Hirigune Elkargoa integratuz, Ipar Euskal Herriko Udaletxeen ordezkari gisa, Euskal Kulturaren Aldeko Herriarteko Sindikatua eta Euskal Herriko Hautetsien Kontseiluaren ordez.

Izenpedura
Euskararen Erakunde Publikoa

- 2018ko urriaren 19ko EEPren Biltzar Nagusian, 2018-2022 epealdiko Proiektu Estrategikoa onartu zen. Honek, 2006an onarturiko Hizkuntza Politika Proiektuan oinarrituz, EEPren lehentasunak berdefinitzen ditu 2018-2022 epealdirako.

Azkenik, Eusko Jaurlaritza eta Euskararen Erakunde Publikoaren arteko partaidetzari dagokionez:

- 2007ko otsailaren 7an, Baionan, Eusko Jaurlaritzaren Kultura Sailaren Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzaren eta Euskararen Erakunde Publikoaren arteko

Hitzarmena Hizkuntza-Politikako gaietan lankidetzan jarduteko sinatu zen. Hitzarmenak 2007. urtetik 2010. urtera bitartean izan du indarraldia.

- 2011ko urtarrilaren 31n, lehen hitzarmenaren balorazio positiboa egin ondoren, bi partaideek hizkuntza politika gaietan lankidetzan jarduteko hitzarmena berritu zuten, 2011. urtetik 2016. urtera bitartean indarrean izan zen bigarren hitzarmena izenpetuz.

- 2017ko martxoaren 27an, bi partaideek erabaki zuten hitzarmena berritzea, hasiera batean 2017. urtetik 2022. urtera arteko 3. esparru-hitzarmena izenpetuz.

- Alabaina, kontuan harturik Espainiako Sektore Publikoaren Araubide Juridikoari buruzko 2015eko urriaren 1eko 40/2015 Legearen arabera hitzarmenek gehienez ere lau urteko iraupena izan behar dutela, Eusko Jaurlaritzak, Euskararen Erakunde Publikoarekin adosturik, hitzarmenaren iraupena egokitu eta 2021eko martxoaren 29ra arte izango zela, erabaki du.

- Partaidetza honen balantze positiboa egin ondoren eta interes estrategikoa kontuan hartuta, bi partaideek 2021-2025 bitarterako hitzarmena berritzea adostu dute.

- Bi aldeek berresten dute lankidetza proiektu honek kudeaketa bateratua, koordinatua eta adostua behar duela, eta partaide bakoitzaren jarduera-lurraldearen mugen barruan gauzatuko dela.

BILDURIK

Batetik, Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politikako sailburua,
Bingen ZUPIRIA GOROSTIDI,

Izenpedura
Kultura eta Hizkuntza

bestetik, Euskararen Erakunde Publikoaren lehendakaria,
Antton CURUTCHARRY,

nork bere duen ordezkaritza gorenaz, honako hau

ADIERAZTEN DUTE

Izenpedura
Euskararen Erakunde Publikoa

Eusko Legebiltzarrak 1999ko abenduaren 10ean berretsitako Euskara Biziberritzeko Plan Nagusiaren lekukoa hartu zuen Euskara Sustatzeko Ekintza Planak (Eusko Legebiltzarrak 2013ko irailaren 11n onetsitakoak) eta Euskararen Erakunde Publikoak 2006ko abenduaren 21ean adostu Hizkuntza Politika Proiektuari eta 2018ko urriaren 19an onartutako 2018-2022 Proiektu Estrategikoak duten erreferentzia-markoa kontuan harturik Eusko Jaurlaritzaren eta Ipar Euskal Herriko Euskararen Erakunde Publikoaren arteko lankidetza-ildoak zehazteko, bi alderdiek hitzarmen hau izenpetzea erabaki dute, ondokoaren arabera:

2021 • 2025

1. Hitzarmenaren xedea

Hitzarmen honek euskarari buruzko hizkuntza-politikaren arloko mugaz gaindiko lankidetza ezartzen du, Eusko Jaurlaritzako Kultura eta Hizkuntza Politika Sailak eta Euskararen Erakunde Publikoak erabakitzen dutena iraunkortzea eta berrestea, herri-erakunde bakoitzaren erabaki-autonomia eta funtzionamendu-arauak errespetatuz.

2. Elkarlanaren printzipioak edo irizpide nagusiak

• Alderdi biek adierazten dute hizkuntza politikaren arloan garatuko den elkarlana, mugaz bi aldeetako ezaugarri juridikoak kontuan izanda garatuko dela, eta ezaugarri juridiko horien artean diren ezberdintasunekiko errespetuan jarduteko borondatea agertzen dute.

• Hitzarmena mugaz bi aldeko erakunde publiko ezberdinen arteko euskara sustatzeko politika garatzeko tresna izatea nahi dutela aitortzen dute sinatzaileek.

• Euskal Autonomia Erkidegoan eta Ipar Euskal Herrian hizkuntza komuna delako euskararen praktika garatzeko eta atxikitzeko nahia baieztatzen dute alderdiek, betiere bakoitzaren berezitasunak errespetatuz.

• Alderdi biek adosten dute, dituzten eskumenen esparruan, bakoitzaren gizarteko errealitate politiko eta sozialak gero eta hobeto ezagutarazi eta elkarren arteko adiskidetasuna garatu nahi dituztela.

• Halaber, alderdi biek aitortzen dute beharrezkoa dela bien arteko harremana indartzea jadanik abian dituzten edo aurrerantzean izan ditzaketen ekimenak bermatzeko eta bien intereseko lankidetza garatzeko.

Izenpedura
Kultura eta Hizkuntza

• Alderdi biek mugaz bi aldeetako partaidetza azkartzeko borondatea eta euskararen arloan hizkuntza politika hitzartu baten egituratzea berresten dute.

3. Mugaz bi aldeetako erakunde publikoek elkarrekin gara ditzaketen jarduerak

Izenpedura
Euskararen Erakunde Publikoa

Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politika Sailaren Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzak eta Ipar Euskal Herriko Euskararen Erakunde Publikoaren egitekoak eta lan-lerroak kontuan izanik, ondoko arloetan elkarlanean jarduteko borondatea adierazten dute hitzarmenaren sinatzaileek.

Bi partaideek honako lau erronka hauei lotutako jarduerak elkarrekin antolatzeko edo sustatzeko engaiamendua hartzen dute:

• Euskararen transmisioa: erronka honek adin guzietako hiztunen kopurua emendatu nahi du, eta, ondorioz, aitzineko urteetan inkesta soziolinguistikoek agerian ezarri duten bilakaera aldatu.

• Hizkuntzaren presentzia eta erabilera: euskararen presentzia garatu nahi du bizitza sozial publiko zein pribatuaren alor guzietan.

• Hizkuntzaren kalitatea: hizkuntzaren kalitatea zaindu eta areagotu nahi da, ahoz eta idatziz, erabilera publiko zein pribatuko esparruetan.

• Gogoa ematea: zeharkako izaera du. Helburua da aldeko jarrera piztea, gizartearen atxikimendua azkartzea, eta euskararen erabileraren aktibazioa bultzatzea.

Bestalde, esandako erronkak erdiesten laguntzeari begira eta euskararen bilakaera soziolinguistikoa hobeto ezagutzen joateko, ikerketa-lerroak sustatuko eta bideratuko dira: Euskal Herriko Inkesta Soziolinguistikoa, Euskararen presentzia eta erabilera neurtzeko adierazleen definizioa eta horien gaineko informazio trukaketa, besteak beste.

Azkenik, Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzak eta Euskararen Erakunde Publikoak, aldian-aldian, elkarri adieraziko dizkiote hizkuntza-politikaren esparruan bi aldeek jakingarri izan ditzaketen ekimenak, hitzarmen honetan jasotako arloen gainekoak izan zein beste arlo jakin batzuetakoak izan.

4. Elkarlana zehazteko prozedura: Urteko Eranskina

Hitzarmena elkarlanerako marko eta erreferentzia nagusia izanik, urtero sinatuko da alde bien artean elkarlanerako Eranskina.

Izenpedura
Kultura eta Hizkuntza

Izenpedura
Euskararen Erakunde Publikoa

Bi atal nagusi jasoko dira elkarlanerako urteroko eranskinean:

4.1. Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzaren eta Euskararen Erakunde Publikoaren arteko ekimenak

Urtero, Eranskin horretan zehaztuko dira bi erakundeek elkarlanean gauzatuko dituzten programa zehatzak, bai eta gauzatze horren xehetasunak: alde bakoitzak egingo dituen ekarpenak, baliabideak, ekimenen zabalkundea eta abar.

Hitzarmen honen 5. atalean aipatzen den Jarraipenerako Batzorde Teknikoak prestatuko du jarduera horien gaineko proposamen zehatza, ondoren maila Politikoko Batzordeak aztertu eta, hala badagokio, onartzeko.

4.2. Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzak eta Euskararen Erakunde Publikoak Ipar Euskal Herriko eragile pribatuei esleitu diru laguntzak

Euskararen erabilera areagotzeko xedez, Ipar Euskal Herriko hainbat eragile pribaturen lana finantzatzeko moduaren gaineko zehaztasunak jasoko dira urtero Eranskinean.

Lankidetzarako fondo bat eratuko da, alde bien ekarpenez, eta hitzarmen honetan oinarriturik, 5. atalean aipatzen den Jarraipenerako Batzordeak koordinatuko du. Urteroko Eranskinak alde baten eta bestearen diru ekarpenak eta eragiteko mekanismoak finkatuko ditu. Alde bien arteko adostasunez kudeatuko dira aipaturiko diru-laguntza deialdia eta dagokion lankidetza fondoa.

Jarraipenerako Batzordeak urtero proposatuko ditu lehentasunak, helburuak, ekintzak, aurrekontuak eta erabiltzeko arauak. Halaber, Batzordeak proposatuko du urtero zein egitasmo balia daitekeen laguntzaz, betiere hitzarmen honetan ezarritako irizpideekin eta helburuekin bat etorriz.

Lankidetzarako fondoaren kudeaketa, nagusiki, Euskararen Erakunde Publikoaren eskutik izango da: Euskararen Erakunde Publikoak urtero lehiaketa publikorako deia egingo du. Hala ere prozesu horretan Eusko Jaurlaritzaren laguntza eta presentzia arlo guztietan bermatuko da: egitasmoen balorazioa egiterakoan, epaimahaian, laguntzen diren egitasmoen zabalkundean, gaiarekin loturiko aurkezpen edota prentsaurrekoetan…

5. Hitzarmenaren iraupena eta jarraipena egiteko moduak

Hitzarmenak lau urteko indarraldia izango du, sinatzen den egunetik hasita.

Izenpedura
Kultura eta Hizkuntza

Izenpedura
Euskararen Erakunde Publikoa

Hitzarmen hau izenpetuta, Eusko Jaurlaritzaren Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzaren eta Ipar Euskal Herriko Euskararen Erakunde Publikoaren arteko Jarraipenerako Batzordea izendatuko da, hemen jasotakoaren segimendua egiteko.

Jarraipenerako Batzordeak bi maila izango ditu:

• Batetik, maila estrategikoko Gidaritza Batzordea izango da. Bertan Eusko Jaurlaritzaren aldetik Kultura eta Hizkuntza Politikako sailburua, Hizkuntza Politikarako sailburuordea eta Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzako Hizkuntza Ikerketa eta Koordinaziorako zuzendaria ; eta Euskararen Erakunde Publikoaren aldetik: lehendakaria eta zuzendaria.

• Bestetik, maila teknikoko Batzordea eratuko da, erakunde bietako teknikariez osatuta eta Euskararen Erakunde Publikoaren zuzendariaren eta Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzaren Hizkuntza Ikerketa eta Koordinaziorako zuzendariaren agindupean.

Batzordearen Idazkaritza osatuko dute Euskararen Erakunde Publikoaren zuzendariak eta Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzaren Hizkuntza Ikerketa eta Koordinaziorako zuzendariak, erakunde bakoitzaren lantalde teknikoaren laguntzarekin.

Maila politikoko Batzordeak urtean behin gutxienez egingo du bilera, hitzarmenaren jarraipena egiteko, bereziki aurreko urteko balantzea aztertzeko eta urteko egitasmo-proposamena onartzeko.

Batzorde teknikoak, berriz, Hitzarmenaren jarraipen egokiak horrela eskatzen duen guztietan egingo du bilera.

6. Beste betebehar batzuk

Euskal Autonomia Erkidegoari dagokionez:

Hitzarmena gauzatzerakoan azaroaren 11ko 1/1997 Legegintzako Dekretuaren VI. Tituluan laguntza eta diru-laguntzetarako ezarritako araubidea bete beharko da, baita 50.2 artikuluan ezarritako betebeharrak ere, eta, bereziki, beren lana burutzeko eskatzen duten informazio guztia emango zaie Ekonomia eta Ogasun Saileko Kontrol Ekonomikoko Bulegoari eta Herri Kontuen Euskal Epaitegiari. Euskal Autonomia Erkidegoari dagokionez:

Frantziako instituzioei dagokienez :

Hitzarmen honen gauzatzeak kultur jarduerak daramatzaten Interes Publikoko Elkargoak arautzen dituen 2012ko urtarrilaren 26ko 2012-91 Dekretua, bai eta aurrekontu-kudeaketa eta kontabilitate publikoari dagokion 2012ko azaroaren 7ko 2012-1246 dekretua.

Izenpedura
Kultura eta Hizkuntza

Bestalde, hitzarmenaren aplikazioan sor daitezkeen auziak Euskal Autonomia Erkidegoko epaitegi eta auzitegi eskudunen jurisdikzioak eta Paueko Epaitegi Administratiboak ebatziko dituzte kasuen arabera.

Hitzartutakoa hala ager dadin, eta esan bezala betetzeko, bi alderdiek hitzarmen hau izenpetzen dute frantsesez eta euskaraz, biak ere balio berekoak izanik.

Izenpedura
Euskararen Erakunde Publikoa

7. Betebeharrak ez betetzea.

Baldin eta bi alderdietako edozeinek esparru-hitzarmen honetan edo urtero sinatuko diren eranskinetan bere gainean harturiko betebeharrak beteko ez balitu, bete egin duen alderdiak ahalmena izango du Hitzarmena bete edo amaitu dadila eskatzeko eta, edozeinetan, sorturiko kalteen ordaina jasotzeko.

2021 • 2021

Baionan, 2021. urteko martxoaren XXan.

Bingen Zupiria Gorostidi Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politikako sailburua Izenpea	**Antton CURUTCHARRY** Euskararen Erakunde Publikoaren lehendakaria Izenpea

EUSKO JAURLARITZA
GOBIERNO VASCO
KULTURA ETA HIZKUNTZA POLITIKA SAILA
DEPARTAMENTO DE CULTURA Y POLÍTICA LINGÜÍSTICA

Euskararen erakunde publikoa
Office public de la langue basque

2021

EUSKO JAURLARITZAREN KULTURA ETA HIZKUNTZA POLITIKA SAILAREN ETA EUSKARAREN ERAKUNDE PUBLIKOAREN ARTEAN HIZKUNTZA POLITIKAKO GAIETAN **LANKIDETZAN JARDUTEKO HITZARMENA**

-

2021eko ERANSKINA

Bildurik

Batetik,

Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politikako sailburua, **Bingen ZUPIRIA GOROSTIDI** jauna,

Eta bestetik,

Euskararen Erakunde Publikoaren lehendakaria, **Antton CURUTCHARRY** jauna, 2021ko martxoaren 25ko Biltzar nagusiak emandako ahalmenak erabiliz,

Honako hau,

Adierazten dute

Izenpea
Kultura eta Hizkuntza Politika Saila

Izenpea
Euskararen Erakunde Publikoa

Eusko Jaurlaritzaren Gobernu Batzordeak, 2021eko martxoaren 23ko bileran, Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politika Sailaren eta Euskararen Erakunde Publikoaren artean euskarari buruzko hizkuntza-politikako gaietan mugaz gaindiko lankidetza garatzeko hitzarmen-markoa izenpetzea onartu zuen.

Era berean, Euskararen Erakunde Publikoaren Biltzar Nagusiak, 2021eko martxoaren 25eko bileran, hitzarmen-marko hori izenpetzea onartu zuen.

Horrela, 2021eko martxoaren XXan, Baionan erakunde bien arteko lankidetza-hitzarmena sinatu zen.

Ondorioz, aitzineko hitzarmenen jarraian, 2021-2025 epealdirako indarraldia duen hitzarmen berriaren xedea da Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politika Sailaren eta Euskararen Erakunde Publikoaren artean euskarari buruzko hizkuntza-politikako gaietan mugaz gaindiko lankidetza garatzearen aldeko borondatea berrestea eta erakunde mailako harreman iraunkorrak egonkortzea eta garatzen jarraitzea, herri-erakunde bakoitzaren erabaki-autonomia eta funtzionamendu-arauak errespetatuta.

Elkarlana zehazteko prozedurari dagokionez, hitzarmenaren laugarren atalean adierazten da urtero eranskin baten bitartez elkarlanean garatuko diren egitasmoak zehaztuko direla. Horrekin batera, eta euskararen erabilera areagotzeko xedez, Ipar Euskal Herriko hainbat eragile pribaturen lana finantzatzeko moduari buruzko zehaztasunak ere, urteko eranskinean jasoko direla zehazten da.

Hori horrela, eranskin honek 2021eko egitekoak zehazten ditu, bai eta Ipar Euskal Herriko eragile pribatuentzako dirulaguntzen zehaztasunak.

Bestalde, euskararen aldeko hizkuntza politikaren sustatzeko Eusko Jaurlaritza, Nafarroako Foru Komunitateko Gobernua eta Euskararen Erakunde Publikoaren artean mugaz gaindiko lankidetzarako marko berri bat adostu zen, 2017ko uztailaren 3an Iruñean, 2017-2021 epealdirako sinatu hitzarmenaren bitartez formalizatu dena. Hitzarmenak hiru partaideen artean bideratu ekintzak biltzen ditu, horietan zenbait EEP eta Eusko Jaurlaritzaren arteko hitzarmen honetan agertzen direnak ere.

2021

Xedapenak

Izenpea
Kultura eta Hizkuntza Politika Saila

Izenpea
Euskararen Erakunde Publikoa

1. Hitzarmen eranskinaren helburua

Hitzarmen-eranskin honen helburua da 2021ean Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politika Sailaren eta Euskararen Erakunde Publikoaren artean elkarlanean garatuko diren egitasmoak zehaztea eta Ipar Euskal Herrian euskararen transmisioa eta erabilpena areagotzeko sustapen-lerroak ere finkatzea.

2. Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzak eta Euskararen Erakunde Publikoak 2021ean elkarlanean garatuko dituzten ekimenak

2.1. Helduen euskalduntze-alfabetatzearen esparruan

2.1.1. Hizkuntza-gaitasunaren mugaz bi aldeetako egiaztagirien baliokidetzaren definizioa eta antolaketa

2009an, Paue eta Aturri aldeko herrialdeetako Unibertsitateak, Bordeaux Montaigne Unibertsitateak eta Euskararen Erakunde Publikoak Europako Erreferentzia Marko Bateratuan oinarritzen den euskara-gaitasuna egiaztatzeko dispositibo bat plantan eman ondoren, horretarako sortu batzorde zientifikoan bermatuz, EEPk C1 mailako azterketa sortu zuen 2009an (urtean 2 saio), eta B1 mailako azterketa 2015an (urtean saio bat).

Bestalde, EEPko zerbitzuek Eusko Jaurlaritzako zerbitzuekin lankidetzan jardun dute, C1 agiriarentzat mugaz bi aldeetako baliokidetza gauzatzeko. Gisa horretan, C1 agiriaren baliokidetza Eusko Jaurlaritzaren 2010eko azaroaren 9ko Baliokidetza Dekretu bidez aitortu zen eta 2010eko maiatzaren 4ko Agindu foralaren bidez Nafarroako Foru Erkidegoan.

Gisa berean, B1 mailako agiriaren baliokidetza gauzatzeko, Kultura eta Hizkuntza Politika saileko Herri Administrazioetan Euskararen Erabilera Normalizatzeko zuzendaritzarekin lankidetzan aritu ondoren, 2021ean Dekretu bidez gauzatuko da. Alde biak adosten dute izapidetze hauek aurten burutzea.

Gainera, 2019ko martxoaren 29ko EEPren Biltzar Nagusiak erabaki zuen B2 mailako agiri berriaren sortze lanak abiatzea, Eusko Jaurlaritzako HABEko zerbitzuekin elkarlanean egin da lan hori 2019 eta 2020an, agiri hau publiko zabalari irekitzeko. Horrez gain, 2019ko abenduaren 17ko EEPren Biltzar Nagusiak erabaki baitzuen ikasleentzat azterketaren bertsio digitala plantan ezartzea, 2020an abiatu diren B2ko azterketaren sortze-lanak 2021ean jarraituko dute, Eusko Jaurlaritzako zerbitzuekin elkarlanean.

2.1.2. Helduen euskalduntzearen garatzeko laguntza-dispositiboei buruzko diagnosia

2021rako, Helduen euskalduntzearen eremuan Euskararen Erakunde Publikoak definitzekoa duen esku-hartze estrategia kontuan hartuz partaideek adostua:

● dauden laguntza-dispositiboen diagnosia bururatzea, EAEn egiten ari diren ikerketak baliatuz,
● ikasleen ikasketa prozesuaren jarraipena egiteko tresnak aztertzea,
● irakaste prozesuaren kalitatea zaintzeko dispositiboen aztertzea.

2.2. Euskararen Adierazle Sistema eraikitzeko elkarlana

2013an, Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzak (HPS), Euskararen Erakunde Publikoak (EEP), Nafarroako Gobernuko Euskarabideak eta Araba, Bizkaia eta Gipuzkoako foru-aldundiek, Euskararen Adierazle Sistema (EAS aurrerantzean) egitasmo partekatua egituratzeari ekin zioten, Lantalde Teknikoa eratuz sistemaren definitze eta egituratze lanetan hasteko.

2016an, partaideek POCTEFA Europako Programaren karietara ko-finantzaketa eskatu eta lortu zuten. Ondotik, adierazle sistemaren ezaugarriak zehazki definitu ziren, datuak bildu, prozesatu eta ~~behin betiko~~ web gunean zabaldu 2017 amaieran. 2020an, web gunea arraberritua izan da bereziki publiko zabalari datuen eskuratzearen errazteko helburuarekin (diseinu berria baita tutorialak, gidak eta sintesiak eskainiz).

2021erako partaideek adostu dute elkarrekin sortutako adierazle sistemaren garapena elkarrekin jarraitzea, bereziki;
● proiektuaren garapenarekin sistemaren eta adierazleen egokitzapen lanetan aritzea, lurralde bakoitzaren errealitateak hobeki kontuan hartuz
● EAS webgunea elikatzeko lanak jarraitzea,
● Proiektuaren ezagutarazteko komunikazio ekintzak plantan ematea.

2.3. Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzaren eta Euskararen Erakunde Publikoaren zerbitzuen artean informazioa trukatzea

Izenpea
Kultura eta Hizkuntza Politika Saila

Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzaren eta Euskararen Erakunde Publikoaren zerbitzuek partaidetza tekniko batzuk osatu dituzte, gai jakin batzuen inguruan informazioa trukatuz.

2.3.1 HABE Liburutegiari dagokionez

Izenpea
Euskararen Erakunde Publikoa

2021erako partaideek adostua:
● HABE Liburutegia, Euskararen Erakunde Publikoan diharduten teknikarien dokumentu-hornitzaile izatea (liburu, artikulu edo beste paperean zein

digitalean). Zentzu horretan, teknikariek dituzten dokumentazio-beharrei erantzungo die HABE Liburutegiak dokumentu horiek teknikariei helaraziz.
● HABE Liburutegiak, teknikarien aldetik egon daitezkeen gaikako kontsulta espezifikoei bibliografia zehatza eskainiz erantzutea,
● aipatu teknikariei, Alertak izeneko zerbitzu pertsonalizatua eskaintzea.

2.3.2 Itzultzaile neuronala:

Euskararen Erakunde Publikoko Biltzar Nagusiak 2019ko abenduaren 17an, Eusko Jaurlaritzarekin elkarlanean euskara/frantsesa - frantsesa/euskara itzultzaile neuronal automatikoa garatzeari buruz hartutako erabakiari jarraikiz, EEPk itzulpen corpusaren osaketa hasi du horretarako kontratatu misio kargudun bati esker. Corpus hori 2021ean igorriko zaio Eusko Jaurlaritzari itzultzailearen oinarri gisa balio duten itzulpen ereduen trebatzeko. EEPk bere webgunean, garatuak diren hizkuntza bikote guztietan, itzultzailea kontsultatzeko atala sortuko du.

2.4. VII. inkesta soziolinguistikoaren prestaketa lanak

1991. urteaz geroztik, Euskal Herriko egoera soziolinguistikoaren bilakaera zehatza aztertzeko helburuarekin (hizkuntza-gaitasuna, transmisioa, erabilera eta praktikak, adierazle ezberdinen garapenak), Eusko Jaurlaritzak inkesta soziolinguistikoa antolatzen du 5 urtetatik, euskara baliatua den hiru lurraldetan (Euskal Autonomia Erkidegoan, Nafarroan eta Ipar Euskal Herrian).

Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzako eta Euskararen Erakunde Publikoko zerbitzuek 2006, 2011 eta 2016an inkesta soziolinguistikoak lankidetzan burutu dituzte.

Era berean, euskararen aldeko hizkuntza politikaren sustatzeko Eusko Jaurlaritza, Nafarroako Foru Komunitateko Gobernua eta Euskararen Erakunde Publikoaren artean mugaz gaindiko lankidetza hitzarmen berria kondutan hartuz, partaideek adostu dute 2021ean VII. Inkesta soziolinguistikoaren obratzea.

Zehazkiago, bi partaideek 2021ean ondoko lanak eramanen dituzte nagusiki:
- galdetegiaren prestaketa ;
- laginaren definitzea eta osaketa ;
- landa-lanen antolaketa eta eramatea ;
- datuen ustiapena.

3. Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzaren eta Euskararen Erakunde Publikoaren sustapen-lerroak, Ipar Euskal Herriko eragile pribatuen lana diruz laguntzeko

Euskararen transmisioa eta erabilera areagotzeko xedez, Ipar Euskal Herriko hainbat eragile pribaturen lana finantzatzeko moduaren gaineko zehaztasunak jasotzen dira eranskin honetan.

2021ean proiektuak finantzatzeko, alde bien arteko ekarpenez hornitu lankidetzarako fondo bat berriz ere baliatuko da. Honen xedea, beraz, Ipar Euskal Herrian euskararen erabilera sustatzeko ekimenak garatzen dituzten erakunde pribatuentzat diru-laguntzak emateko modua arautzea da.

Diruztatuak izanen diren ekimenak 2021ean hasi edota gauzatu beharko dira eta indarrean dagoen legediaren arabera eraturiko eta dagokion erroldan inskribaturiko Ipar Euskal Herriko pertsona juridiko pribatuek eskatu eta eskura ditzakete agindu honetako diru-laguntzak.

Horretarako, lankidetzarako fondoa eratu da, alde bien ekarpenez. Guztira, **1.930.000 €**ko gehieneko zenbatekoa jarri da era honetan:
● Euskararen Erakunde Publikoak: **1.530.000 €**
● Eusko Jaurlaritzak: **400.000 €**

Bi partaideek hornitu lankidetza fondo hori, **2 dirutza multzotan** bideratuko da:
● **Lehen dirutza multzoa**: bi partaideen arteko sustapen-lerroekin bete betean datozela ikusita, Ipar Euskal Herriko elkarte-eragile jakin batzuk hitzarmen baten berme diruztatuko dira. Orohar, eragile hauen sustatzeko, **1.801.500 €**ko gehieneko zenbatekoa jarriko da, era honetan:
- Euskararen Erakunde Publikoak: **1.428.139** € (%79,275)
- Eusko Jaurlaritzak: **373.361** € (%20,725)

● **Bigarren dirutza multzoa**: Ipar Euskal Herriko beste hainbat eragile pribatuei zuzenduko den hizkuntza jarduera Proiektu Deialdia irekiko da. Orohar, beste eragile pribatuen diruztatzeko, **128.500 €**ko gehieneko zenbatekoa jarriko da, era honetan:
- Euskararen Erakunde Publikoak: **101.868** € (%79,275)
- Eusko Jaurlaritzak: **26.632** € (%20,725)

Hitzarmenean adostu bezala, Jarraipenerako Batzordeak, hitzarmen-markoan zehaztutakoak eta lankidetza-fondoa koordinatuko ditu, eta lehentasunak, helburuak, aurrekontuak eta erabiltzeko arauak proposatuko ditu. Jarraipenerako Batzordeak, eragileek aurkeztu proiektuen izaeraren arabera, lehenago aipatutako 2 dirutza multzoen egokitzea proposatzeko aukera izango du.

Halaber, Batzordeak egitasmoen azterketa teknikoa egingo du, betiere eranskinean ezarritako irizpideekin eta helburuekin bat etorriz.

Lankidetzarako fondoaren kudeaketa, eragile identifikatuen jarraipenari eta hizkuntza-jarduera Proiektu Deialdiaren kudeaketari dagokienez, nagusiki, Euskararen Erakunde Publikoaren esku izango da. Horrela, Euskararen Erakunde Publikoak lehiaketa publikorako deia egingo du. Prozesu horretan Eusko Jaurlaritzaren laguntza eta presentzia arlo guztietan bermatuko da: egitasmoen balorazioa egiterakoan, erabakietan, laguntzen diren egitasmoen zabalkundean…

Euskararen Erakunde Publikoak eta Eusko Jaurlaritzak elkarrekin aurkeztuko dituzte, interesatuen eta hedabideen aurrean, lankidetzarako fondoaren karietara sustatu ekimenak.

Bestalde, fondo horretako diru guztia banatzen ez bada edo esleitutako laguntzen likidazioa dela-eta diru-itzulketarik izanez gero, Euskararen Erakunde Publikoak, kudeatzaile nagusi den neurrian, horren berri emango dio Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzari eta proportzionalki dagokion diru-kopurua itzuli beharko dio.

2021

4. Hitzarmenaren kudeaketa

Eusko Jaurlaritzaren aldetik, hitzarmen hau Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzak kudeatuko du. Bestalde, Frantziako instituzioei dagokienez, Ipar Euskal Herriko Euskararen Erakunde Publikoak kudeatuko du.

5. Ordaintzeko era eta diru-laguntzaren justifikazioa

Izenpea
Kultura eta Hizkuntza Politika Saila

Eusko Jaurlaritzak, beraz, **400.000 €**ko ekarpena egingo dio Euskararen Erakunde Publikoari, era honetan:

- **1. ordainketan %50** (200.000 €): eranskina sinatutakoan,
- **2. ordainketan %50** (200.000 €): diru-laguntza osoa justifikatutakoan.

Izenpea
Euskararen Erakunde Publikoa

Diru-laguntza justifikatzeko honako dokumentazio hau aurkeztu beharko dio Euskararen Erakunde Publikoak Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzari: batetik, emandako ebazpenak, eta bestetik, diruaren erabilera ziurtatzen duen txosten zehatza. Txosten horretan jasoko dira laguntza-modalitate bakoitzeko onuradunak bai eta egitasmo bakoitzaren betetze-maila eta balantze ekonomikoa ere.

Justifikazioa aurkezteko epea 2022eko ekainaren 30ean bukatuko da.

Esleitutako laguntzen likidazioa dela-eta diru-itzulketarik izanez gero, Euskararen Erakunde Publikoak Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzari proportzionalki dagokion diru-kopurua itzuliko dio.

6. Engaiamenduak

Hitzarmena gauzatzerakoan, azaroaren 11ko 1/1997 Legegintzako Dekretuaren VI. Tituluan laguntza eta dirulaguntzetarako ezarritako araubidea bete beharko da, baita 50.2 artikuluan ezarritako betebeharrak ere eta, bereziki, beren lana burutzeko eskatzen duten informazio guztia emango zaie Eusko Jaurlaritzaren Ogasuna eta Ekonomia Saileko Kontrol Ekonomikoko Bulegoari eta Herri Kontuen Euskal Epaitegiari.

7. Ez betetzeak

Hitzarmen honetako estipulazioak edo beste edozein xedapenetan nahitaez bete beharrekotzat jotako beste edozein manu orokor bete ezean, Euskal Autonomia Erkidegoko Diruzaintza Nagusiari itzuli beharko zaizkio jasotako zenbatekoak eta horien legezko interesak, betiere, azaroaren 11ko 1/1997 Legegintzako Dekretuak eta abenduaren 17ko 698/1991 Dekretuak xedatutakoa bete ondoren eta bertan adierazten den bezala.

8. Auziak

Bestalde, hitzarmenaren aplikazioan sor daitezkeen auziak Euskal Autonomia Erkidegoko epaitegi eta auzitegi eskudunen jurisdikzioak eta Paueko Epaitegi Administratiboak ebatziko dituzte, kasuen arabera.

9. Eranskinaren iraunaldia

Eranskin hau sinatzen denetik 2021eko abenduaren 31 arte egongo da indarrean.

Hitzartutakoa hala ager dadin, eta esan bezala betetzeko, bi alderdiek hitzarmen hau izenpetzen dute frantsesez eta euskaraz, biak ere balio berekoak izanik.

2021

Izenpea
Kultura eta Hizkuntza Politika Saila

Izenpea
Euskararen Erakunde Publikoa

Baionan, 2021eko martxoaren XXan.

Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politikako sailburua **Bingen ZUPIRIA GOROSTIDI** Izenpea	Euskararen Erakunde Publikoaren lehendakaria **Antton CURUTCHARRY** Izenpea

20

Izenpea
Kultura eta Hizkuntza Politika Saila

Izenpea
Euskararen Erakunde Publikoa

EUSKO JAURLARITZA
GOBIERNO VASCO
KULTURA ETA HIZKUNTZA POLITIKA SAILA
DEPARTAMENTO DE CULTURA Y POLITICA LINGÜÍSTICA

Euskararen erakunde publikoa
Office public de la langue basque

CONVENTION DE PARTENARIAT
EN MATIERE DE POLITIQUE LINGUISTIQUE
ENTRE LE MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE
DU GOUVERNEMENT BASQUE
ET L'OFFICE PUBLIC DE LA LANGUE BASQUE
-
ANNEXE POUR L'ANNEE 2021

2021

Entre les soussignés

D'une part,

Le Ministre de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque, **Bingen ZUPIRIA GOROSTIDI**,

Et d'autre part,

Le Président de l'Office Public de la Langue Basque, **Antton CURUTCHARRY**, par décision de l'Assemblée générale du 25 mars 2021,

Représentant leurs institutions respectives,

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

Il est convenu ce qui suit

Lors de sa séance du XX mars 2021, le Conseil du Gouvernement du Gouvernement Basque a validé la signature de l'accord-cadre de partenariat en matière de politique linguistique entre le Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque.

De son côté, lors de sa séance du 25 mars 2021, l'Assemblée Générale de l'Office Public de la Langue Basque a également validé la signature de cet accord.

2021

Le XX mars 2021 a été signée à Bayonne, la convention de partenariat en matière de politique linguistique entre les deux institutions.

Dans la continuité des précédentes conventions, la nouvelle convention établie pour la période 2021-2025 réaffirme la volonté du Gouvernement Basque et de l'Office Public de la Langue Basque de consolider et de développer un partenariat transfrontalier en matière de politique linguistique concernant la langue basque, dans le respect de l'autonomie de décision et des règles de fonctionnement de chacun des organismes concernés.

Concernant la procédure de mise en œuvre de la convention, il est stipulé au 4ème chapitre que les projets et activités développés en partenariat font l'objet d'une annexe annuelle qui doit également préciser les modalités d'intervention et d'affectation des aides aux opérateurs privés du Pays Basque de France.

Ainsi la présente annexe fixe les projets et activités pour l'année 2021, ainsi que les modalités d'appui financier aux opérateurs privés du Pays Basque de France.

Par ailleurs, un nouveau cadre de coopération transfrontalière en matière de politique linguistique a été établi entre l'Office Public de la Langue Basque, la Communauté Autonome d'Euskadi (CAE) et la Communauté Forale de Navarre, formalisé par une convention signée le 3 juillet 2017 à Pampelune pour la période 2017-2021. Cette convention comprend les actions conduites entre les trois partenaires, dont certaines figurent aussi dans la présente convention OPLB/Gouvernement Basque.

Dispositions

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

1. Objet de l'Annexe à la convention-cadre

La présente annexe à la convention de partenariat précise les projets et activités que les deux partenaires mèneront ensemble en 2021 et définit les modalités d'attribution des aides affectées par le Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque en matière de soutien à la transmission et à l'usage de la langue basque.

2. Le programme des actions à mener en partenariat en 2021 entre le Vice-ministère de la Politique Linguistique et l'Office Public de la Langue Basque

2.1. Dans le domaine de l'apprentissage de la langue basque par les adultes

2.1.1. Définition et organisation des dispositifs d'équivalence des certifications de langue basque de part et d'autre de la frontière

Suite à la mise en place en 2009 par l'OPLB, l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et l'Université Bordeaux Montaigne d'un dispositif de certification de niveau de langue basque (DCLB) basé sur le Cadre Européen Commun de Référence, en s'appuyant sur un comité scientifique créé à cet effet, l'OPLB a mis en place l'examen de niveau C1 en 2009 (deux sessions par an), puis l'examen de niveau B1 en 2015 (une session par an).

Les services de l'OPLB et ceux du Gouvernement de la CAE ont par ailleurs œuvré à la mise en place de l'équivalence du certificat de niveau C1 de part et d'autre de la frontière, officiellement reconnue par décret du 9 novembre 2010 dans la Communauté Autonome d'Euskadi et par décret du 4 mai 2010 dans la Communauté Forale de Navarre.

De la même manière, les services de l'OPLB et la direction de la « Normalisation de l'utilisation de la langue basque dans les administrations publiques » du ministère de la Culture et de la Politique linguistique du Gouvernement de la CAE ont travaillé à la mise en place de l'équivalence du certificat de niveau B1, qui sera officiellement reconnue par décret en 2021. Les deux parties conviennent de finaliser la démarche cette année.

D'autre part, après décision de l'Assemblée générale de l'OPLB du 29 mars 2019, les travaux de création du certificat de niveau B2 ont été menés en 2019 et 2020 en partenariat avec les services de l'Institut HABE (organisme public rattaché au Gouvernement Basque dédié à l'alphabétisation et à la récupération linguistique par les adultes). De plus, conformément à la décision de l'Assemblée générale de l'OPLB du 17 décembre 2019 de mettre en place une certification dématérialisée de niveau B2 en direction des publics scolaires, les travaux de création de la version numérique de la certification lancés en 2020 se poursuivront en 2021 en collaboration avec les services du Gouvernement basque.

2021

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

2.1.2. Réalisation d'un diagnostic portant sur les dispositifs d'appui au développement de l'apprentissage de la langue basque par les adultes

Pour 2021, dans la perspective de la définition par l'OPLB d'une stratégie d'intervention dans le domaine de la formation des adultes à la langue basque, les partenaires conviennent :
• de finaliser le diagnostic des dispositifs d'aides et de financements en s'appuyant sur les études en cours dans la CAE,
• d'analyser les outils de suivi du processus d'apprentissage par les apprenants existant dans la CAE,
• d'analyser les dispositifs permettant de veiller à la qualité des processus d'apprentissage.

2.2. Partenariat relatif à la structuration du Système d'indicateurs de la langue basque

En 2013, le Vice-Ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque, l'Office Public de la Langue Basque, le Gouvernement de Navarre et les Députations Forales d'Araba, de Bizkaia et du Gipuzkoa ont initié en partenariat un projet de système d'indicateurs de la langue basque dénommé « EAS - Euskararen Adierazleen Sistema », dont les travaux de définition et de structuration ont été conduits par un comité technique mis en place à cet effet par les partenaires.

Les partenaires ont sollicité et obtenu en 2016 un cofinancement dans le cadre du Programme Européen POCTEFA. Les caractéristiques du système d'indicateurs ont été définies, puis les données collectées, traitées et mises en ligne sur le site web rendu public fin 2017. En 2020, ce site a fait l'objet d'un renouvellement en profondeur afin de rendre les données plus accessibles au grand public (nouveau design et mise à disposition de tutoriels, guides et synthèses).

Pour 2021, les partenaires conviennent de poursuivre la mise en œuvre du Système commun d'indicateurs, en particulier :
• le travail d'adaptation du système et des indicateurs afin de mieux prendre en compte la réalité de chaque territoire,
• le travail de collecte permettant d'alimenter le site web,
• la mise en place d'actions de communication pour faire connaitre le projet et augmenter le nombre d'utilisateurs.

2021

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

2021

2.3. Partenariats techniques entre les services du Vice-ministère à la Politique Linguistique et l'Office Public de la Langue Basque

Les services du Vice-ministère de la Politique Linguistique et de l'Office Public de la Langue Basque ont initié des partenariats techniques autour de thématiques spécifiques :

2.3.1. Adaptation du traducteur neuronal automatique

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale de l'OPLB du 17 décembre 2019 de travailler en partenariat avec le Gouvernement de la communauté autonome d'Euskadi au développement du traducteur automatique neuronal basque/français - français/basque, l'OPLB a engagé la constitution d'un corpus de traductions basque/français - français/basque grâce à l'embauche d'un chargé de mission dédié. Ce corpus sera transmis en 2021 au Gouvernement de la CAE pour l'entrainement des modèles de traduction qui servent de base au traducteur. L'OPLB mettra en place sur son site internet l'interface qui permettra la consultation du traducteur par le public dans l'ensemble des combinaisons linguistiques développées.

2.3.2. Accès au fonds documentaire de l'organisme HABE

Pour 2021, les partenaires conviennent :
• de mettre à disposition des agents de l'Office Public de la Langue Basque le fonds documentaire d'HABE (livres, articles et autres documents au format papier ou numérique),
• de répondre aux demandes spécifiques de ces mêmes agents par l'élaboration d'une bibliographie précise,
• de leur offrir la possibilité de s'abonner au service d'alerte en ligne personnalisable d'HABE.

2.4. Travaux préparatoires à la VIIème enquête sociolinguistique

Depuis 1991, le Gouvernement basque réalise une enquête sociolinguistique tous les cinq ans ayant pour objectif principal d'effectuer une étude précise de l'évolution de la situation de la langue basque sur l'ensemble du Pays Basque (compétences linguistiques, transmission, utilisation et pratiques, évolutions des divers indicateurs), en prenant comme périmètres d'étude les trois territoires concernés par la langue basque (la Communauté Autonome d'Euskadi, la Navarre et le Pays Basque de France).

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

Les enquêtes sociolinguistiques de 2006, 2011 et 2016 ont été menées en partenariat par les services du Vice-Ministère de la Politique Linguistique et de l'Office Public de la Langue Basque.

De la même façon et en tenant compte de la mise en place en 2017 du nouveau cadre de coopération transfrontalière en matière de politique linguistique entre l'Office Public de la Langue Basque, la Communauté Autonome d'Euskadi (CAE) et la Communauté Forale de Navarre, les partenaires conviennent de réaliser en 2021 la VIIème enquête sociolinguistique.

Plus précisément, les partenaires mèneront en 2021 les travaux suivants :
- préparation du questionnaire,
- définition et constitution de l'échantillon,
- organisation et mise en œuvre des enquêtes de terrain,
- exploitation des données.

3. Les aides affectées par le Vice-Ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque aux opérateurs privés du Pays Basque de France

Avec comme objectif de renforcer la transmission et l'usage de la langue basque, la présente annexe précise les modalités d'accompagnement financier des activités menées par les opérateurs du Pays Basque de France.
En 2021, un fonds de coopération abondé par les deux partenaires sera reconduit, en vue d'affecter des aides financières aux opérateurs privés du Pays Basque de France œuvrant au développement de la transmission et de l'usage de la langue basque.
Les activités et projets éligibles au fonds de coopération devront être menés et achevés au cours de l'année 2021 et les aides financières pourront bénéficier à tout opérateur privé ayant son siège social en Pays Basque de France, officiellement déclaré dans le respect de la réglementation en vigueur.

A cette fin, un fonds de coopération est abondé par les contributions des deux partenaires. Un budget total de **1.930.000** € est alloué de la façon suivante :
- Office Public de la Langue Basque : **1.530.000** €
- Vice-Ministère de la Politique Linguistique : **400.000** €

Ce fonds de coopération se répartira en **2 ensembles** financiers :
- Un **premier ensemble financier** de **1.801.500** € visera à soutenir, sous couvert de conventions, des opérateurs identifiés de l'action linguistique dont les activités croisent pleinement le programme des actions à mener en

2021

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

partenariat entre l'Office Public de la Langue Basque et le Gouvernement Basque. Cet ensemble financier sera abondé comme suit :
- Office Public de la Langue Basque : **1.428.139** € (79,275 %)
- Vice-Ministère de la Politique Linguistique : **373.361** € (20,725 %)

- Un **second ensemble financier** de **128.500** € sera mis en place, dans le cadre d'un Appel à projets action linguistique ouvert à tout autre opérateur privé du Pays Basque de France. Cet ensemble financier sera abondé comme suit :
  - Office Public de la Langue Basque : **101.868** € (79,275 %)
  - Vice-Ministère de la Politique Linguistique : **26.632** € (20,725 %)

Comme convenu dans la convention-cadre, les modalités de mobilisation du fonds de coopération relèvent de la responsabilité du comité de pilotage mis en place par les deux partenaires. Ce dernier proposera, comme chaque année, les priorités, objectifs, contributions financières et modalités de mise en œuvre. Le comité de pilotage pourra proposer un réajustement de la répartition des deux ensembles financiers décrits précédemment en fonction de la nature des projets présentés par les opérateurs.

De même, le Comité technique de suivi assurera la phase d'instruction technique des projets, en s'appuyant toujours sur les critères et les règles définies dans la présente annexe.

La gestion et la diffusion de l'information relative à la mise en œuvre du fonds de coopération relèvera, principalement, de la responsabilité de l'Office Public de la Langue Basque. La participation du Gouvernement Basque sera prévue aux différentes étapes de la mise en œuvre de la démarche : examen des projets, prise de décision, communication relative aux projets accompagnés, autres actions publiques liées à la démarche.

Les décisions relatives aux activités et projets aidés feront l'objet d'une diffusion aux intéressés et à la presse, organisée en concertation entre les deux partenaires.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où le fonds ne serait pas affecté en totalité ou qu'une partie des montants affectés ne seraient pas effectivement versés, l'Office Public de la Langue Basque, en qualité de gestionnaire principal, en informerait précisément le Vice-Ministère de la Politique Linguistique et procéderait au remboursement proportionnel des fonds.

2021

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

4. Gestion de la convention

Pour le Gouvernement Basque, la gestion de la convention sera assurée par le Vice-Ministère de la Politique Linguistique.

Pour ce qui concerne les institutions du Pays Basque de France, la gestion de la convention sera assurée par l'Office Public de la Langue Basque.

5. Modalités de versement et justification

Le Gouvernement Basque procédera au versement à l'Office Public de la Langue Basque de **400.000 €**, de la manière suivante :
- **1er versement de 50%** (200.000 €) : dès signature de la convention,
- **2nd versement de 50%** (200.000 €) : dès justification de la totalité de la contribution.

Afin de rendre compte des aides financières attribuées, l'Office Public de la Langue Basque produira au Vice-Ministère de la Politique Linguistique la documentation suivante : d'une part, le relevé des décisions, et d'autre part, un document précis attestant de la bonne utilisation des aides versées. Ce document présentera, selon les modalités d'aides financières définies pour chaque opérateur soutenu, le niveau de réalisation des projets ainsi que les données financières correspondantes.

L'ensemble de la documentation sera à produire pour le 30 juin 2022.

Dans l'hypothèse où une partie des montants affectés ne serait pas effectivement versée, l'Office Public de la Langue Basque procéderait au remboursement proportionnel des fonds au Vice-Ministère de la Politique Linguistique.

6. Engagements

La mise en œuvre de la présente convention devra respecter le règlement relatif à l'attribution des aides tel que décrit dans le Titre VI du Décret législatif 1/1997 du 11 novembre, ainsi que les obligations décrites dans l'article 50.2. Toutes les informations nécessaires seront transmises au Bureau de Contrôle Economique du Ministère des Finances et de l'Economie du Gouvernement Basque et à la Cour des Comptes Publics de la Communauté Autonome d'Euskadi.

2021

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

2021

7. Non-respect des obligations

Tout manquement à une des clauses stipulées dans le présent document ou à toute autre obligation relative entraînera le remboursement de la contribution apportée auprès de la Trésorerie Générale de la Communauté Autonome Basque, comme le précisent les décrets législatifs 1/1997 du 11 novembre, et 698/1991 du 17 décembre.

8. Règlement des litiges

Les contentieux éventuels que pourrait soulever la mise en œuvre de la convention seront jugés par le Tribunal Supérieur de Justice de la Communauté Autonome d'Euskadi et par le Tribunal Administratif de Pau selon les cas.

9. Durée de l'Annexe

Cette Annexe entre en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021.

Afin de formaliser ce qui a été convenu et de l'appliquer comme prévu, les deux parties signent cette convention en basque et en français.

A Bayonne, le XX mars 2021.

Le Ministre de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque **Bingen ZUPIRIA GOROSTIDI** Signature	Le Président de l'Office Public de la Langue Basque **Antton CURUTCHARRY** Signature

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Imprimer

Réinitialiser

cerfa
N°12156*05

ASSOCIATIONS

DEMANDE DE SUBVENTION(S)

Formulaire unique

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1 et 10
Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

Ce formulaire peut être enregistré sur un ordinateur ou tout autre support (clé USB, etc.) pour le remplir à votre convenance, le conserver, le transmettre, etc. puis l'imprimer, si nécessaire.

Une notice n° 51781#02 est disponible pour vous accompagner dans votre démarche de demande de subvention.

Rappel : Un compte rendu financier doit être déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. Le formulaire de compte-rendu financier est également à votre disposition sur https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do

Cocher la ou les case(s) correspondant à votre demande :

Forme	Fréquence - Récurrence	Objet	Période
en numéraire (argent) en nature	première demande renouvellement (ou poursuite)	fonctionnement global projets(s)/action(s)	annuelle ou ponctuelle pluriannuelle

À envoyer à l'une ou plusieurs (selon le cas) des autorités administratives suivantes (coordonnées https://annuaire.service-public.fr/) :

☐ **État - Ministère** .....
Direction (ex : départementale -ou régionale- de la cohésion sociale, etc.) .....

☐ **Conseil régional** .....
Direction/Service .....

☐ **Conseil départemental** .....
Direction/Service .....

☐ **Commune ou Intercommunalité** .....
Direction/Service .....

☐ **Établissement public** .....

☐ **Autre (préciser)** .....

1. Identification de l'association

1.1 Nom - Dénomination : .....

.....

Sigle de l'association : ..... Site web: .....

1.2 Numéro Siret : I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : IW I__I__I__I__I__I__I__I__I__I
(si vous ne disposez pas de ces numéros, voir la notice)

1.4 Numéro d'inscription au registre (article 55 du code civil local) : Date I__I__I__I__I__I__I__I__I__I
Volume : I__I__I__I Folio : I__I__I__I Tribunal d'instance :

1.5 Adresse du siège social : .....

Code postal : ..... Commune : .....

Commune déléguée le cas échéant : .....

1.5.1 Adresse de gestion ou de correspondance (si différente) : .....

Code postal : ..... Commune : .....

Commune déléguée le cas échéant : .....

1.6 Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts)

Nom : ..... Prénom : .....

Fonction : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

1.7 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom : ..... Prénom : .....

Fonction : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)? ☐ oui ☐ non

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément :	**attribué par**	**en date du :**

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? ☐ oui ☐ non

Si oui, date de publication au Journal Officiel : I__I__I__I__I__I__

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? ☐ oui ☒ non

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? *(indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)*

.....

.....

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : non ☐ oui ☐ Si oui, lesquelles?

.....

.....

Association sportive agréée ou affiliée à une fédération agréée : ☐

4. Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée

Nombre de bénévoles : *Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée.*	
Nombre de volontaires : *Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)*	
Nombre total de salariés :	
dont nombre d'emplois aidés	
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	
Adhérents *Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association*	

5. Budget[1] de l'association

Année 20.... ou exercice du ..... au .....

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures		**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	0
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	0	**TOTAL DES PRODUITS**	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	**TOTAL**	0

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit a *minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

Projet n°....

6. Projet - Objet de la demande

Remplir une « rubrique *6 - Objet de la demande* » (3 pages) par projet

Projet supplémentaire - demande multi-projets

Suppression d'un projet - demande multi-projets

Votre demande est adressée à la politique de la ville ? ☐ oui

Intitulé :

Objectifs :

Description :

Bénéficiaires : caractéristiques sociales, dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc.

6. Projet - Objet de la demande (suite)

Territoire :

Moyens matériels et humains (voir aussi les "CHARGES INDIRECTES REPARTIES" au budget du projet) :

	Nombre de personnes	Nombre en ETPT
Bénévoles participants activement à l'action/projet		
Salarié		
dont en CDI		
dont en CDD		
dont emplois aidés[4]		
Volontaires (services civiques ...)		

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ?

☐ oui ☐ non Si oui, combien (en ETPT) : .....

Date ou période de réalisation : du (le) I__I__I__I__I__I__I au I__I__I__I__I__I__I

Evaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus

[4] Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

Projet n°....

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

6. Budget[5] du projet

Année 20.... ou exercice du ..... au .....

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures		**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	0
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	0	**TOTAL DES PRODUITS**	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	**TOTAL**	0

La subvention sollicitée de.....€, objet de la présente demande représente .....% du total des produits du projet

(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

7. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom) .....

représentant(e) légal(e) de l'association .....

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci[8].

déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives[9], comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;

- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;

- que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;

- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours)[10] :

☐ inférieur ou égal à 500 000 €
☐ supérieur à 500 000 €

- demander une subvention de : ..... € au titre de l'année ou exercice 20....
..... € au titre de l'année ou exercice 20....
..... € au titre de l'année ou exercice 20....
..... € au titre de l'année ou exercice 20....

- que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association.
=> Joindre un RIB

Fait, le ..... à .....

Signature

Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

[8] "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

[9] Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

[10] Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Réglement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

7 *bis*. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de *minimis*", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.

Nous sommes là pour vous aider

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ASSOCIATIONS

cerfa
N°15059*02

COMPTE-RENDU FINANCIER DE SUBVENTION

(arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)

Le compte-rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu est à retourner à l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée.
Il doit obligatoirement être établi, avant toute nouvelle demande de subvention.
Il doit être accompagné du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Le compte rendu financier est composé de trois feuillets :
1. un bilan qualitatif de l'action
2. un tableau de données chiffrées
3. l'annexe explicative du tableau

Ces fiches peuvent être adaptées par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (extraits) :
« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.
Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée. »

1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

Identification :

Nom : .....

Numéro SIRET : I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I
Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des Associations : : I__I__I__I__I__I__I

Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

2. Tableau de synthèse[1].

Exercice 20…

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				**Ressources directes affectées à l'action**			
60 – Achat	0	0		**70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services**			
				73 – Dotations et produits de tarification			
Achats matières et fournitures				**74- Subventions d'exploitation[2]**	0	0	
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs	0	0		-			
Locations				-			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance				-			
Documentation				Département(s) :			
				-			
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI[3]			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				-			
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0		-			
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
64- Charges de personnel	0	0					
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel							
65- Autres charges de gestion courante				**75 - Autres produits de gestion courante**			
				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				**76 - Produits financiers**			
67- Charges exceptionnelles				**77- Produits exceptionnels**			
68- Dotation aux amortissements				**78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures**			
CHARGES INDIRECTES AFFECTEES A L'ACTION				RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION			
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	0	0		**Total des produits**	0	0	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[4]							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		**87 - Contributions volontaires en nature**	0	0	
860- Secours en nature				870- Bénévolat			
861- Mise à disposition gratuite de biens et services				871- Prestations en nature			
862- Prestations							
864- Personnel bénévole				875- Dons en nature			
TOTAL	0	0		**TOTAL**	0	0	

La subvention de……€ représente ……% du Total des produits.

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

[3] Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

[4] Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »

3. Données chiffrées : annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée[5] :

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom).....
représentant(e) légal(e) de l'association .....

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le ..... à .....

Signature

[5] Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »

Règlement 2021

de l'Appel à projets action linguistique

•••

Hizkuntza jarduera Proiektu Deialdia

2021eko araudia

En référence d'une part au Plan de revitalisation de la langue basque ratifié par le Parlement Basque le 10 décembre 1999, et d'autre part au Projet de Politique Linguistique adopté par l'OPLB le 26 décembre 2006, le Gouvernement de la Communauté Autonome d'Euskadi (CAE) et l'Office Public de la Langue Basque ont établi en 2007 un cadre de collaboration permanente en matière de politique linguistique. En 2021, dans la continuité des précédentes conventions formalisées depuis 2007, les deux partenaires ont décidé de reconduire ce partenariat, pour une nouvelle période allant de 2021 à 2025, en tenant compte des évolutions concernant les documents cadres de la politique linguistique, en particulier le Plan d'Action de soutien à la langue basque ratifié par le Parlement Basque le 11 septembre 2013 et le Projet stratégique de l'OPLB adopté par son Assemblée générale le 19 octobre 2018.

Cette nouvelle convention-cadre vient réaffirmer la volonté du Gouvernement de la CAE et de l'Office Public de la Langue Basque de collaborer en matière de politique linguistique, dans le respect de l'autonomie de décision et des règles de fonctionnement de chacun des organismes concernés. Elle fixe le cadre du partenariat entre l'Office Public de la Langue Basque et le Gouvernement de la CAE, et prévoit qu'une Annexe annuelle précisera chaque année les actions menées en partenariat, ainsi que les modalités d'accompagnement financier des opérateurs du Pays Basque de France.

Ainsi, l'Annexe annuelle 2021 prévoit la constitution d'un fonds commun pour soutenir financièrement :

- les opérateurs identifiés de l'action linguistique du Pays Basque de France au moyen de conventions
- les autres porteurs de projets dans le cadre d'un appel à projets.

Eusko Legebiltzarrak 1999ko abenduaren 10ean berretsitako Euskara Biziberritzeko Plan Nagusia kontuan hartuz, eta bestetik Euskararen Erakunde Publikoak 2006ko abenduaren 26an onartutako Hizkuntza Politika Proiektuak eskaintzen dituzten erreferentzia-markoak errespetatuz, Eusko Jaurlaritzak eta Euskararen Erakunde Publikoak 2007an, hizkuntza politikari buruzko lankidetza iraunkor baten esparruak finkatu dituzte. Lankidetzaren ebaluaketa baikorra eginik, bi izenpetzaileek partaidetzaren berriz bideratzea erabaki dute, hurrenez hurren 2010-2016 eta 2017-2022 epealdietarako, Hizkuntza politikari dagozkion esparru-dokumentuetako garapenak kontuan hartuz, bereziki, 2013ko irailaren 11an Eusko Legebiltzarrak berretsitako Euskara Sustatzeko Ekintza Plana eta EEPk 2018ko urriaren 19ko Biltzar Nagusian bozkatu Plan Estrategikoa.

Hitzarmen-marko berri honek, Eusko Jaurlaritza eta Euskararen Erakunde Publikoaren artean, euskararen aldeko hizkuntza politika gaietan lankidetza garatzearen aldeko borondatea berresten du, herri-erakunde bakoitzaren erabaki-autonomia eta funtzionamendu-arauak errespetatuz. Hitzarmenak bi erakundeen arteko elkarlanerako esparruak finkatzen ditu, zehaztuz honi loturiko urteko eranskinak urtero lankidetzan burutu jarduerak zehaztuko dituela baita Ipar Euskal Herriko eragileen diruz sustatzeko modalitateak.

Honela, 2021eko urteko Eranskinean lankidetzarako fondoaren osatzea aurreikusia da diruz laguntzeko :

- Hitzarmenez bidez lotu Ipar Euskal Herriko hizkuntza jardueran identifikatu eragileak
- beste edozein eragile pribatu, antolatzen den proiektuen deialdiaren bidez.

Sur décision de l'Assemblée générale du 25 mars 2021 de l'OPLB, le présent règlement fixe les modalités de mise en œuvre de l'**Appel à projets action linguistique** organisé en **2021** en partenariat avec le Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement de la CAE, afin de soutenir les initiatives des opérateurs dans le domaine de la transmission et de l'utilisation de la langue basque.

Objet

Cet Appel à projets a pour objet d'organiser l'affectation des aides aux opérateurs privés du Pays Basque de France œuvrant au développement de la transmission et de l'utilisation de la langue basque.

Les projets et les activités soutenus dans le cadre de ce dispositif devront se réaliser au cours de l'année 2021 (il pourra s'agir d'une tranche d'un projet pluriannuel).

Pour cela, le Gouvernement de la CAE et l'Office Public de la Langue Basque ont décidé de mettre en place un fonds spécifique de **128.500 €**.

I. CONDITIONS D'ACCÈS

1.1 Recevabilité

L'Appel à projets action linguistique est ouvert à tout opérateur associatif ou privé ayant son siège social en Pays Basque de France, officiellement déclaré dans le respect de la réglementation en vigueur.

Ne peuvent pas bénéficier de ces aides :

- les porteurs de projets relatifs à l'organisation de spectacles ou activités à caractère culturel
- les porteurs de projets relatifs à l'organisation de projets d'établissements scolaires
- les entités privées dont la majorité des financements proviennent des institutions publiques.

Pour bénéficier d'une aide financière ou de son versement, l'opérateur ne devra faire l'objet d'aucune procédure en cours avec les autorités de la Communauté Autonome d'Euskadi ou avec l'Office Public de la Langue Basque, relative à la production de pièces administratives ou à des remboursements dus sur des projets antérieurs.

Les opérateurs devront obligatoirement solliciter les sources de financement de droit commun existant dans leur domaine et mentionner impérativement les autres sources de financement, sollicitées et/ou acquises.

Euskararen Erakunde Publikoaren 2021eko martxoaren 26ko Biltzar nagusian hartutako erabakiaren arabera eta Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politika Sailarekin elkarlanean, **2021eko Hizkuntza Jarduera Proiektu Deialdiaren araudi honek, euskararen transmisioa eta erabilera** sustatzeko ekimenak garatzen dituzten erakunde pribatuentzako diru-laguntzak emateko modua arautzen du.

Helburua

Deialdi honen xedea da Ipar Euskal Herrian euskararen transmisioa eta erabilera sustatzeko ekimenak garatzen dituzten erakunde pribatuei diru-laguntzak emateko modua arautzea.

Deialdi honen bidez lagunduak izango diren proiektuek eta jarduerek 2021. urtean burutu behar dute (nolanahi ere, urte anitzeko proiektu baten zati izan daitezke).

Horretarako, Eusko Jaurlaritzak eta Euskararen Erakunde Publikoak **128.500 €**ko fondo berezi baten jartzea erabaki dute.

I. ONARGARRITASUN BALDINTZAK

1.1 Onargarritasuna

Hizkuntza Jarduera Proiektu Deialdi hau, indarrean dagoen legediaren errespetatuan ofizialki deklaratu eta egoitza nagusia Ipar Euskal Herrian duen edozein elkarte edo eragile pribaturentzat irekia da.

Diru-laguntza hauetaz ezin daitezke balia:

- ikusgarrien edota izaera kulturala duten jardueren antolaketari lotu proiektuen eramaileak
- ikastetxeen jardueren antolaketari lotu proiektuen eramaileak
- merkataritza-entitateak, baldin eta beren kapitalean herri-administrazio batek edo gehiagok badute partaidetza gehiena

Diru-laguntza edo bere ordainketa jasotzeko, baitezpadakoa da eragileak inolako prozedurarik ez izatea Euskal Autonomia Erkidegoko administrazio orokorrarekin (eta honen erakunde autonomiadunekin) edo Euskararen Erakunde Publikoarekin, bereziki administrazio-agiri igorpenei edo aurreko proiektuei dagozkion diru-itzultzeei buruz.

Baitezpadakoa da eragileek beren eremuan dauden lege arrunteko finantzamendu iturriak eskatzea eta eskatu edota eskuratu beste finantzamendu iturriak aipatzea.

1.2 Activités éligibles

Les projets et activités qui seront soutenus doivent s'inscrire en cohérence avec le Projet stratégique adopté par l'Office Public de la Langue Basque. Ils devront répondre aux enjeux suivants :

Enjeu 1 : Développer la transmission de la langue basque

- Enseignement :
  - Appui à la sensibilisation et à la promotion de l'apprentissage du basque à l'école
  - Appui à la sensibilisation des familles sur la continuité de l'enseignement bilingue de la maternelle au lycée
- Apprentissage d'initiative personnelle par les adultes :
  - Appui à l'activité de formation du basque aux adultes, hors formation professionnelle
- Petite enfance :
  - Appui à l'accueil des jeunes enfants (dans l'attente de la mobilisation des financements droit commun du domaine)

Enjeu 2 : Développer les domaines de l'usage de la langue basque impactant directement les enfants et les jeunes

- Dans le domaine de l'accueil collectif de loisirs :
  - Appui à l'offre d'accueil de loisirs en langue basque, en complémentarité avec les financements de droit commun de l'accueil de loisirs, et en travaillant à une mobilisation optimale des dispositifs et financements de droit commun pour l'accueil de loisirs
  - Appui à la formation menant aux fonctions d'animateur bilingue
  - Appui à la production de matériel ludique ou pédagogique à caractère pérenne support de l'activité de loisirs en langue basque
- Dans le domaine des activités sportives :
  - Appui au développement pérenne de la langue basque dans l'activité de l'opérateur en direction du public :
    - Formation à la langue basque des salariés ou bénévoles volontaires pour exercer leur activité en basque de manière pérenne
    - Appui à l'intégration du bilinguisme dans les supports de communication à caractère permanent
    - Appui à la production de matériel ludique ou pédagogique support de l'activité sportive en langue basque

1.2 Diruz lagundu daitezkeen jarduerak

Lagundu proiektu eta jarduerek koherenteak izan behar dute Euskararen Erakunde Publikoak onartu Proiektu estrategikoarekin. Honako erronkekin bateragarriak izan beharko dute:

1. erronka: Euskararen transmisioa garatzea

- Irakaskuntza:
  - Eskolan euskara ikasteko sentsibilizazioa eta sustapenaren laguntza
  - ama-eskolatik lizeorainoko irakaskuntza elebidunaren jarraikitasunaz familien sentsibilizazioaren laguntza
- Helduen norbanakoen euskalduntzea:
  - Formakuntza profesionalaz gain diren helduen norbanakoen formakuntza jardueren laguntza
- Lehen haurtzaroa:
  - Haur gazteen harrera euskaraz egitearen laguntza (arlo horretako zuzenbide arrunteko diru-laguntzak mobilizatu arte)

2. erronka: Haur eta gazteengan eragin zuzena duten erabilera eremuak garatzea

- Taldeko aisialdi harrera eremuan:
  - Euskarazko aisialdi harrera eskaintzaren laguntza, aisialdi harrerako zuzenbide arrunteko diru-laguntzekin osagarritasunean, eta arlo horretako zuzenbide arrunteko diru-laguntza eta dispositiboen mobilizazio optimoaren alde lan eginez
  - Aisialdietako animatzaile elebidun izateko formakuntzaren laguntza
  - Euskarazko aisialdi jardueretako izaera iraunkorra duten material ludiko edo didaktikoak ekoizteko laguntza
- Kirol jarduera eremuan:
  - Euskararen garapen iraunkorraren laguntza, eragileak jendearekiko duen jardueran:
    - Langile eta laguntzaileek beren jarduera modu iraunkorrean euskaraz egiteko formakuntzaren laguntza
    - Izaera iraunkorra duten komunikazio euskarrietan elebitasunaren integratzeko laguntza
    - Euskarazko kirol jardueretako izaera iraunkorra duten material ludiko edo didaktikoak ekoizteko laguntza

- Appui à l'organisation d'événements sportifs en langue basque en direction des élèves des trois filières de l'enseignement bilingue

- Dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle et des enseignements artistiques :
  - Appui à la structuration d'une offre en langue basque

Enjeu 3 : développer un environnement donnant une réalité sociale à la langue basque en privilégiant les actions les plus structurantes

- Dans le domaine des médias :
  - Appui aux médias d'expression basque, en complémentarité avec les aides de droit commun
  - Appui aux initiatives de collaboration entre médias visant le développement, la consolidation et la structuration qualitative de l'offre médias en langue basque par le travail collaboratif et la mutualisation (en matière administrative, production, ressources techniques, ressources humaines, formation…) et sa mise en visibilité
  - Appui au développement de la langue basque dans la programmation des médias d'expression française, sous réserve d'une place significative dans les contenus

- Dans le domaine d'internet :
  - Appui au développement des contenus en basque sur internet, au regard de ceux déjà existants

- Dans le domaine des jeux vidéo :
  - Appui au développement des jeux vidéo en langue basque, en complémentarité avec l'offre déjà existante, et en mobilisant les dispositifs de droit commun de soutien existants

- Dans le domaine de l'économie du livre (cf. règlement d'intervention spécifique volet édition)

- Dans le domaine de la vie sociale :
  - Appui au développement pérenne de la langue basque dans l'activité de l'opérateur en direction du public :
    - Formation à la langue basque des salariés ou bénévoles volontaires pour exercer leur activité en langue basque de manière pérenne
    - Appui à l'intégration du bilinguisme dans les supports de communication à caractère permanent

  - Irakaskuntza elebiduneko hiru sareetako ikasleentzako euskarazko kirol ekitaldiak antolatzeko laguntza

- Hezkuntza artistiko eta kulturala eta irakaskuntza artistikoaren arloan:
  - Euskarazko eskaintza egituratzeko laguntza

3. erronka: Euskarari gizartean egiazko lekua emanen dion ingurunea garatzea, ekintza egituratzaileenak lehenetsiz

- Hedabideen eremuan:
  - Euskarazko hedabideen laguntza, zuzenbide arrunteko diru-laguntzekin osagarritasunean
  - Elkarlana eta mutualizazioaren bidez, euskaraz ari diren hedabideen eskaintza kualitatiboki garatzeko, sendotzeko eta egituratzeko helburua daukaten lankidetza ekimenak baita hauen ikusgarritasuna ahalbideratuko duen laguntza (administrazio arloan, edukien produkzioan, baliabide teknikoetan, giza baliabideetan, formakuntzan...)
  - Frantsesezko hedabideen programazioan euskararen presentzia garatzeko laguntza, edukietan euskarari leku esanguratsua uzteko uzteko baldintzarekin

- Ingurune digitalean:
  - Interneten euskarazko edukiak garatzeko laguntza, dauden edukiekin alderatuta

- Bideo-jokoak:
  - Euskarazko bideo-jokoak garatzeko laguntza, dagoen eskaintzarekin osagarritasunean, eta dauden zuzenbide arrunteko laguntza dispositiboak mobilizatuz

• Liburuaren ekonomia arloan (ikus argitalpen ataleko araudi berezia)

- Bizitza soziala eremuan :
  - Euskararen garapen iraunkorraren laguntza, eragileak jendearekiko duen jardueran:
    - Langile eta laguntzaileek beren jarduera modu iraunkorrean euskaraz egiteko formakuntzaren laguntza
    - Izaera iraunkorra duten komunikazio euskarrietan elebitasunaren integratzeko laguntza

- Appui aux projets d'accompagnement des entreprises, commerces et services privés à la personne au développement du bilinguisme (signalétique, support de communication, relation au client) s'inscrivant dans les principes de la politique publique linguistique adoptés par les pouvoirs publics et inscrits dans le projet stratégique de l'OPLB

Enjeu 4 : Susciter, maintenir et accroître la motivation, afin de créer dans la société une dynamique d'apprentissage, d'usage et de transmission de la langue

- Appui aux projets impactant directement et durablement la motivation à apprendre et à utiliser la langue basque

1.3 Conditions d'éligibilité

Les projets devront obligatoirement respecter les principes de la politique publique linguistique adoptés par les pouvoirs publics et inscrits dans le Projet stratégique de l'OPLB (politique volontariste, respect de la libre adhésion des acteurs et du volontariat des locuteurs, inscription dans le cadre légal en vigueur, mise en cohérence des politiques : prise en compte de la politique linguistique dans les politiques sectorielles).

Les projets et les activités soutenus devront faire l'objet d'un **autofinancement minimum de 30%**.

L'OPLB appréciera les projets assurant de manière transversale :
- la mobilisation des financements de droit commun existants dans le domaine du projet ou de l'activité portée par l'opérateur
- le caractère structurant du projet par rapport aux publics et objectifs visés

Dans le domaine des **activités sportives**, seront priorisés les projets présentant le(s) caractère(s) suivant(s) :
- l'acquisition de compétences en matière linguistique dans le but de développer une activité en langue basque, en particulier auprès des enfants scolarisés en enseignement bilingue
- la pérennité du projet au regard de la perspective de développement de l'activité en langue basque

Dans le domaine de la **vie sociale**, seront priorisés les projets présentant au moins un des caractères suivants :
- caractère structurant des projets
- impact sur la présence et l'usage pérennes de la langue basque dans la vie sociale
- public impacté (nombre de personnes touchées, publics stratégiques pour la politique linguistique)

- Enpresa, saltegi eta pertsonei zuzendu zerbitzu pribatuetan elebitasunaren garatzeko dauden ekimenen laguntza (seinaletika, komunikazio euskarriak, bezeroekin harremana), podere publikoek onartutako hizkuntza politika publikoko printzipioekin eta EEPren proiektu estrategikoan bat egiten dutenak

4. erronka: Motibapena piztu, azkartu eta egonkortu, euskararen ikastearen, baliatzearen eta transmititzearen aldeko dinamika iraunkor bat jendartean sortzeko gisan.

- Euskara ikasteko eta erabiltzeko motibazioan eragin zuzena eta iraunkorra duten proiektuen laguntza

1.3 Hautagarritasun-baldintzak

Proiektuek nahitaez errespetatu beharko dituzte EEPren proiektu estrategikoan dauden podere publikoek onartutako hizkuntza politika publikoko printzipioak (politika boluntarista, eragileen eta hiztunen parte hartze askearen errespetua, indarrean dagoen lege-esparruan inskribatua, politiken arteko koherentzia: hizkuntza politika arlokako politiketan txertatzea).

Diruz lagundu proiektu eta jarduerek **gutxienez %30eko autofinantzaketa** izan beharko dute.

EEPk zeharka honako hauek ziurtatzen dituzten proiektuak baloratuko ditu:
- zuzenbide arrunteko diru-laguntzen mobilizazioa proiektuaren edo eragileak daukan jardueraren eremuan
- proiektuaren izaera egituratzailea izatea, aurreikusi publiko eta helburuei begira

Kirol jardueren eremuan, lehentasuna izango dute ondorengo izaera(k) dau(z)katen proiektuek:
- hizkuntza gaitasunak eskuratzea euskararen inguruko jarduera garatzeko, bereziki hezkuntza elebidunean eskolatuak diren haurrei zuzenduak direlarik
- proiektuaren iraunkortasuna euskarazko jardueraren garapen menturaren arabera

Bizitza soziala eremuan lehentasuna izango dute gutienez ezaugarri hauetakorik bat izango duten proiektuek:
- Proiektuen izaera egituratzailea
- Bizitza sozialean euskararen presentzia eta erabileraren iraunkortasunean duen eragina
- Inpaktatu publikoa (hunkitu pertsonen kopurua, hizkuntza-politikarentzat estrategikoak diren publikoak)

En revanche, l'Appel à projets OPLB - Gouvernement de la CAE n'a pas vocation à financer :

- Les projets ayant vocation à être financés par des dispositifs de financement de droit commun existants par ailleurs. Toutefois, un appui financier s'inscrivant en complémentarité avec ces aides de droit commun pourra être envisagé s'il est justifié.
- Les projets portés par une personne physique.

L'OPLB se réserve la possibilité d'organiser des entretiens avec les porteurs de projets pour avoir des informations complémentaires.

1.4 Présentation des dossiers

Les porteurs de projet devront produire les documents listés ci-après. L'ensemble de ces documents sont à produire dans les deux langues (hormis la documentation administrative) :

- le formulaire de demande CERFA 12156-05 dûment complété, en tenant compte des consignes suivantes :
  - dans le cas d'une demande concernant plusieurs projets, les porteurs de projet complèteront une fiche par projet (duplication de la page 5 du formulaire)
  - pour les projets présentés par les entreprises : remplacer le numéro RNA par le Kbis
- Le compte-rendu de la dernière Assemblée générale (pour les associations)
- Les comptes approuvés du dernier exercice clos
- Une copie des devis pour les projets concernant :
  - la production de matériel pédagogique et/ou de communication,
  - la formation à la langue basque des salariés ou des bénévoles

Pour les opérateurs faisant l'objet d'une première demande de financement, ou dans le cas de modifications intervenues depuis la dernière demande de financement pour les opérateurs ayant déjà fait l'objet de financement en 2020 :

- Les statuts de l'association
- Le récépissé de déclaration en sous-préfecture
- La liste des dirigeants de l'association
- Un extrait Kbis de moins de 3 mois (pour les entreprises)
- Un relevé d'identité bancaire (RIB)

Le dossier complet de candidature à l'Appel à projets, complété en **2 langues**, devra parvenir uniquement en **format numérique** à l'adresse mail suivante : **d.aire@mintzaira.fr**

La date limite de réception est fixée au **30 avril 2021** correspondant à une période d'un mois à compter de la publication.

Bestalde, EEP eta Eusko Jaurlaritzaren Proiektu Deialdiak helburua ez da honakoen finantzatzea :

- Bestalde dauden zuzenbide arrunteko dispositiboen bidez finantza daitezken proiektuak. Hala ere, justifikatua delarik, laguntza arrunt horiek deialdi honen bidez esleitutako laguntzekin osagarriak balira kontuan hartuko lirateke.
- Pertsona fisiko batek bideratu proiektuak.

Informazio gehigarrien lortzeko, EEPk proiektu-eramaileekin elkarrizketen antolatzeko aukera atxikitzen du.

1.4 Txostenen aurkezpena

Proiektu eramaileek zerrendatutako dokumentuak ekoiztuko dituzte, bi hizkuntzetan (dokumentazio administratiboa ezik) :

- CERFA 121156-05 eskaera formularioa osaturik, ondoko aginduak kondutan harturik :
  - proiektu anitzeko eskaera baten kasuan, proiektu eramaileek fitxa bat beteko dute proiektu bakoitzarentzat (formularioaren 5.orrialdea bikoiztuz)
  - merkataritza entitateek aurkeztutako proiektuentzat : Kbis zenbakia sartu RNA zenbakiaren ordez.
- Elkarteentzat, azken biltzar nagusiaren elkarretaratzearen bilduma.
- Azkenik gakotu kontuen bilana eta emaitza kontu zehatza
- Aurrekontuen kopiak ondoko proiektuentzat :
  - komunikazio edota pedagogia euskarrien ekoizpena
  - profesionalen eta boluntarioen euskarazko formakuntza

Diru-laguntza bat **lehen aldiz** eskatzen duten eragileentzat, edo azkenik burutu diru-laguntza eskaeratik hona aldaketak izan baldin badira, proiektu eramaileek ondoko dokumentuak gehituko dituzte txostenari :

- Elkartearen estatutuak,
- Suprefeturako egiaztapen agiria,
- Zuzendaritza entitatearen osaketa,
- 3 hilabete baino guttiagoko Kbis agiria (merkataritza entitateentzat)
- Banku Nortasun Agiria (BNA).

Eskabide txosten osatua, 2 hizkuntzetan beterik, formatu numerikoan baizik honako helbide elektronikora helarazi beharko da: **d.aire@mintzaira.fr**

Txostenen jasotzeko azken epea **2021eko apirilaren 30rako** finkatua da, deialdiaren argitarapenetik hilabeteko epea utziz.

1.5 Gestion des dossiers incomplets

Il sera délivré au porteur de projet par l'OPLB un certificat accusant réception du dossier complet ou un courrier lui précisant les pièces ou éléments manquants.

A réception de ce courrier, l'opérateur aura 10 jours pour y répondre, faute de quoi sa candidature ne pourra être considérée éligible.

1.5 Osatugabeko eskabideen kudeaketa

Eskatzaileak txostena osatua dela segurtatzen duen agiri bat eskuratuko du ; hala ez bada, txostena osatua izateko eskas diren elementuak zehazten dituen gutun bat jasoko du Euskararen Erakunde Publikoarengandik.

Gutun hori jaso eta, 10 eguneko epe bat utziko zaio eskatzaileari, EEPko eskaerari erantzuteko; baldintza hori errespetatzen ez bada, eskabidea ez da onartua izango.

II. PROCEDURES D'INSTRUCTION

2.1 Gestion de l'Appel à projets

L'organisation et la gestion de cet Appel à projets relèveront de la responsabilité de l'Office Public de la Langue Basque. De par le partenariat établi avec la Communauté Autonome d'Euskadi, ses représentants seront associés aux différentes étapes du dispositif : instruction technique des dossiers, phase décisionnelle, communication.

2.2 Instruction et décision

L'ensemble des dossiers attestés complets feront l'objet d'une instruction technique concertée associant les services de l'Office Public de la Langue Basque et ceux du Gouvernement de la CAE, sous la responsabilité de la Directrice de l'OPLB et de la Directrice de la Recherche Linguistique et de la Coordination du Gouvernement de la CAE.

A l'issue, un projet de délibération argumenté sera présenté conjointement au Président de l'OPLB et au Vice-Ministre de la Politique Linguistique.

L'Assemblée générale de l'OPLB et le Vice-ministère de la Politique Linguistique l'examineront, délibèreront et prendront position sur chacune des demandes exprimées.
Les décisions seront notifiées par le Président de l'OPLB et le Vice-Ministre de la Politique Linguistique.

2.3 Critères d'affectation des aides

Les projets devront répondre aux critères suivants :

- Qualité du projet (faisabilité technique et financière, cohérence des objectifs et modalités avec les principes et priorités du Projet stratégique, exemplarité du projet) : **6 points**
- Impact du projet sur le développement durable de

II. AZTERKETA PROZEDURAK

2.1 Deialdiaren kudeaketa

Deialdiaren antolaketa eta kudeaketa, nagusiki, Euskararen Erakunde Publikoaren esku izango dira. Prozesu horretan Eusko Jaurlaritzaren Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzaren ordezkarien presentzia eta parte hartzea arlo guztietan bermatuko dira : egitasmoen balorazioa egiterakoan, erabakietan, lagundu egitasmoen zabalkundean.

2.2 Instrukzioa eta erabakia

Euskararen Erakunde Publikoaren eta Eusko Jaurlaritzaren zerbitzu teknikoek hautagaitzarako onartutako txosten guztiak elkarrekin aztertuko dituzte, Euskararen Erakunde Publikoaren zuzendariaren eta Eusko Jaurlaritzako Hizkuntza Ikerketa eta Koordinaziorako zuzendariaren ardurapean.

Aztertu ondoren, erabaki proposamen argudiatu bat aurkeztua izango zaie EEPko Lehendakariari eta Hizkuntza Politikarako sailburuordeari.

Euskararen Erakunde Publikoaren Biltzar nagusiak eta Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzak proposamen hori aztertuko eta eztabaidatuko dute, eta eskaera bakoitzari buruzko erabakia hartuko.
Erabakiaren berri, EEPko Lehendakariak eta Hizkuntza Politikarako sailburuordeak emango dute.

2.3 Diru-laguntzak esleitzeko irizpideak

Proiektuek irizpide hauek bete beharko dituzte:

- Proiektuaren kalitatea (egingarritasun teknikoa eta finantzarioa, helburu eta modalitateen koherentzia Proiektu estrategikoaren printzipio eta lehentasunekin, proiektuaren eredugarritasuna): **6 puntu**

la transmission et/ou de l'utilisation de la langue basque : **6 points**
- Evaluation prévue du projet au regard des objectifs et indicateurs de mesure proposés (indicateurs de réalisation, indicateurs de résultats, indicateurs d'impacts) : **5 points**
- Parcours du porteur de projet, reconnaissance de son action : **3 points**

Le seuil minimum des aides financières attribuées dans le cadre de cet Appel à projets est fixé à 10% du coût du projet avec un montant seuil de 1.000 €.

2.4 Règle relative au cumul avec d'autres aides

Les aides attribuées dans le cadre de cet Appel à projets ne sont pas cumulables avec d'autres aides accordées par le Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement de la CAE sur des objectifs similaires.

Elles sont en revanche cumulables avec d'autres aides publiques ou privées dans le respect du plan de financement initial (une aide publique ou privée non initialement prévue et mobilisée après la date de dépôt du dossier sera déduite au moment du versement du solde final, du montant de l'aide accordée dans le cadre du présent Appel à projets).

2.5 Communication de la décision

L'acte officiel des décisions d'affectation sera rendu public par le Président de l'Office Public de la Langue Basque pour le compte des deux organismes et diffusé aux intéressés.

Des conventions précisant les modalités d'affectation des aides décidées pourront être signées avec les bénéficiaires. Dans tous les cas, une convention sera signée avec tout opérateur bénéficiant d'une aide financière supérieure à 23.000 €.

III. MISE EN ŒUVRE DU PROJET

3.1 Obligations des bénéficiaires

Les bénéficiaires des aides affectées dans le cadre de cet Appel à projets ont pour obligation :
- d'accepter l'aide affectée. L'aide sera considérée acceptée, si 15 jours après avoir reçu confirmation de cette aide, l'opérateur ne fait pas connaître son refus de la décision.

- Proiektuaren eragina euskararen transmisioa edota erabileraren garapen iraunkorrean: **6 puntu**
- Aurreikusitako proiektuaren ebaluazioa proposatutako helburu eta neurketa-adierazleen arabera (gauzatze-adierazleak, emaitza-adierazleak, inpaktu-adierazleak): **5 puntu**
- Proiektu eramailearen ibilbidea, ekintzaren azterketa: **3 puntu**

Proiektu deialdi honen bidez esleituko diren diru-laguntzen muga apalena proiektuaren kostuaren %10 izanen da, 1.000 €ko diru kopuru minimo batekin.

2.4 Beste diru-laguntza edo laguntza batzuekiko bateragarritasuna

Proiektu Peialdi honen bidez esleitutako diru-laguntzak Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politika Sailak gisa bereko helburuentzat emandako laguntzekin bateraezinak dira.

Aldiz, agindu honetako diru-laguntzak bateragarriak dira, beste edozein erakunde publiko zein pribatuk, hasierako finantzaketa plana errespetatuz (hastapenean, hots txostena aurkezterakoan, iragarria ez zen erakunde publiko zein pribatu batek banatu diru-laguntza, Proiektu Deialdi honen baitan aurkeztu finantzaketa planean iragarri saldo orokorretik kendua izanen da).

2.5 Ebazpena

Euskararen Erakunde Publikoaren Lehendakariak sinatutako ebazpen ofiziala zabaldua izango zaie eskatzaileei, banan-banan, eta publikoki hedatua, bi erakundeen izenean.

Bestalde, eta horretaz gain, zenbait onuradunekin hitzarmena izenpetu ahal izango dute, Proiektu Deialdi honen bidez jasotako laguntzaren zehaztasunak jasoz; nola nahi ere, hitzarmena derrigorrez izenpetuko da 23.000 € baino gehiagoko diru-laguntza jasoko duen eragile bakoitzarekin.

III. MISE EN ŒUVRE DU PROJET

3.1 Onuradunaren betebeharrak

Agindu honetan arautzen diren diru-laguntzen onuradunek ondoko hauek bete behar dituzte :
- esleitutako diru-laguntza onartzea. Onuradunek dirulaguntza egokitu zaiela adierazten duen jakinarazpena jaso eta 15 eguneko epean uko egiten ez badiote onartu egin dutela ulertuko da.

- d'utiliser l'aide dans le respect des objectifs pour lesquels celle-ci est accordée.

3.2 Modalités de versement

Les versements de l'aide auront lieu en deux temps :
- 50% de l'aide à l'acceptation par l'opérateur de la décision, et, le cas échéant, à la signature de la convention,
- le solde après présentation des pièces justificatives, conformément aux dispositions du point 3.3.

Le versement d'un acompte supplémentaire pourra être effectué à l'opérateur qui en ferait la demande et qui serait en mesure de justifier de l'état d'avancement du projet.

3.3 Justificatifs à fournir

Dès la réalisation du projet ou des activités, l'opérateur devra présenter l'ensemble des pièces justificatives à l'OPLB, et ce **au plus tard pour le 28 février 2022** :
- le Cerfa de compte-rendu financier de subvention n°15059*02 comprenant 3 feuillets :
  - un bilan qualitatif de l'action ou de l'activité
  - un tableau de données chiffrées
  - l'annexe explicative du tableau
- les justificatifs de dépenses (factures…)

Selon le cas, l'OPLB précisera lors de la demande de production de justificatifs, les documents complémentaires à produire :
- rapport d'activité
- bilan et compte de résultat
- version analytique des comptes
- autres justificatifs (version numérique des supports créés, photos…)

L'ensemble des pièces justificatives fera l'objet d'un examen par les services de l'OPLB au regard des critères suivants :
- Conformité et cohérence par rapport au projet et au budget initialement présentés
- Prise en compte des éléments fixés au point 2.4.

Les documents à fournir seront à produire en 2 langues, français et basque

La production des pièces complémentaires ou manquantes sera si nécessaire notifiée par l'OPLB à l'opérateur qui disposera de 15 jours pour les produire.

Le montant du solde versé sera fixé compte tenu des justificatifs produits au regard du budget initialement présenté.

- diru-laguntza agindutako helburu zehatzetarako erabiltzea.

3.2 Diru-laguntzaren ordainketa

Diru-laguntzaren ordainketa bi unetan egingo da:
- Diru-laguntzaren %50a diru-laguntza eskatzaileak esleitutako laguntza onartu bezain laster edo, hala badagokio, hitzarmena izenpetutakoan, eta,
- Diru-laguntzaren saldoa justifikazio agiriak aurkeztu ondoren, 3.3 puntuaren ezarritakoaren arabera.

Gainerateko aurrekari baten isurpena aurreikusi liteke, eragileak hala eskatzen balu eta proiektuaren aitzinamendu mailaz bermeak emanda.

3.3 Diru-laguntza justifikatzea

Proiektua edo jarduerak gauzatuak izango direlarik, eragileak EEPri justifikazio agiriak aurkeztu beharko dizkio, **berantenik 2022ko otsailaren 28rako**:
- Diru-laguntza eskaeraren bildumarako CERFA 15059-02 formularioa, 3 orrialdez osatua :
  - Jardueraren bilan kualitatiboa
  - Datu zifratuen taula
  - Taularen eranskin argigarria
- Xahutze egiaztagiriak

Kasuen arabera, egiaztagirien ekoizteko mementoan, EEPk ondoko dokumentu gehigarriak eskatzen ahalko dizkio eragileari:
- Ekintzen txostena
- Bilana eta emaitza kontua
- Kontuen bertsio analitikoa
- Beste egiaztagiriak (ekoiztutako euskarrien bertsio numerikoa, argazkiak,…)

Euskararen Erakunde Publikoaren zerbitzuek egiaztagiri guztiak aztertuko dituzte ondoko irizpideen arabera :
- Aurkeztutako proiektuaren eta honen aurrekontuaren begirako egokitasuna eta koherentzia
- 2.4 puntuan zehaztutako irizpideen kontutan hartzea.

Helarazi behar diren dokumentuak, 2 hizkuntzetan ekoiztu beharko dira, frantsesez eta euskaraz

Beharrezkoa bada, falta diren piezak edota pieza osagarrien ekoiztea EEPk eragileari gutunez eskatuko dio, horretarako 15 eguneko epea utziz.

Diru-laguntzaren saldoaren isurpena aurkeztutako justifikazio agirien arabera finkatua izanen da, oinarrizko aurrekontuarekin parekatuta.

Si, après examen des justificatifs produits, le montant de l'aide définitive s'avère être inférieur à l'(aux) acompte(s) versé(s), l'opérateur procèdera au remboursement à l'OPLB, de tout ou partie d(u)es versement(s) antérieur(s), et ce dans un délai d'un mois maximum après réception du document adressé par l'Office Public de la Langue Basque.

Aurkeztu egiaztagiriak aztertuta, behin-betiko diru-laguntza, aurretik eskuratu isurpena(k) baino ttipiagoa balitz, edota, dena delako arrazoiengatik eskuratu diru-laguntza osorik edo partez itzuli behar izanez gero, eragileak diru-kopurua Euskararen Erakunde Publikoari itzuliko dio, honek bidalitako likidazio-ebazpena eskuratu eta hilabeteko epean.

3.4 Communication de l'aide apportée

Les opérateurs bénéficiaires d'une aide devront faire apparaître le soutien de l'Office Public de la Langue Basque et du Vice-ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement de la CAE sur tout support de promotion et de communication (affiches, dépliants divers, intervention dans la presse…) concernant les projets et activités aidés.

3.4 Emandako babesaren aipamena

Diru-laguntza jasotzen duten eragileek Euskaren Erakunde Publikoak eta Hizkuntza Politikaren Sailburuordetzak eskainitako babesa adierazi beharko dute diruz lagunduriko proiektu edo jardueraren ondorioz egindako iragarki guztietan (afitxak, eskuorri ezberdinak, prentsa bitarteko hedapenak …).

3.5 Non-respect des obligations

a) Seront considérés comme manquement aux clauses établies les cas suivants :

- L'utilisation totale ou partielle de l'aide allouée pour l'organisation d'activités autres que celles ayant fait l'objet de l'affectation
- Dans le cas d'une mise en œuvre partielle du projet, le non-remboursement de la subvention accordée dans le délai imparti
- De manière générale, le non-respect d'une disposition décrite dans le présent document

b) Tout cas de manquement tel que décrit ci-dessus entraînera le remboursement de l'aide versée auprès de l'OPLB.

3.5 Betebeharren ez errespetatzea

a) Arauak bete gabetzat joko dira honako kasu hauetan:

- Jasotako diru-laguntza osoa edo zati bat agindu honetan zehaztutakoez beste jardueretarako erabiltzea
- Proiektua edo jarduerak ez badira osoki gauzatzen, zehaztutako diru-kopurua ez itzultzea, horretarako emandako epean
- Beste xedapen batean, orokorrean, nahitaezkotzat jotzen diren gainerako egitekoak ez betetzea

b) Artikulu honetako aurreko idatzi-zatian aipatutako ez betetzeren bat gertatuz gero, jasotako dirua eta horren legezko interesak itzuli beharko zaizkio Euskararen Erakunde Publikoari.

IV. DISPOSITIONS FINALES

4.1 Première disposition

Toute réclamation relative au présent règlement peut être transmise auprès du Président de l'OPLB, à partir du jour suivant sa publication et dans un délai d'un mois.

4.2 Seconde disposition

Le présent règlement entre en vigueur à sa publication.

•••

IV. AZKEN XEDAPENAK

4.1 Lehen xedapena

Agindu honen aurka interesatuek erreklamazioa aurkeztu ahal izango diote Euskararen Erakunde Publikoaren Lehendakariari hilabeteko epean, kaleratu eta hurrengo egunetik hasita.

4.2 Bigarren xedapena

Agindu honek kaleratu eta hurrengo egunetik hasita izango du eragina.

•••

EUSKO JAURLARITZA
GOBIERNO VASCO
KULTURA ETA HIZKUNTZA POLITIKA SAILA
DEPARTAMENTO DE CULTURA Y POLÍTICA LINGÜÍSTICA

Euskararen erakunde publikoa
Office public de la langue basque

Règlement 2021
« Volet Edition »

adossé au règlement de l'Appel à projets action linguistique 2021

•••

2021eko hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiaren araudiari uztartu

« Argitalpena atala »
2021eko araudia

Règlement 2021 « volet Edition »
adossé au règlement de l'Appel à projets action linguistique 2021

•••

3 domaines d'intervention :
❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque.
❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque.
❸. Soutien à la mise en place d'animations pédagogiques en langue basque.

2021eko hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiaren araudiari uztartu
« Argitalpena atala » 2021eko araudia

•••

3 sustapen-lerro:
❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu.
❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu.
❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu.

Cadre

En référence d'une part au Plan de revitalisation de la langue basque ratifié par le Parlement Basque le 10 décembre 1999, et d'autre part au Projet de Politique Linguistique adopté par l'OPLB le 26 décembre 2006, le Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque ont établi en 2007 un cadre de collaboration permanente en matière de politique linguistique. En 2021, dans la continuité des partenariats précédents formalisés depuis 2007, les deux partenaires ont décidé de reconduire ce partenariat pour une nouvelle période allant de 2021 à 2025, en tenant compte des évolutions concernant les documents cadres de la politique linguistique, en particulier le Plan d'Action de soutien à la langue basque ratifié par le Parlement Basque le 11 septembre 2013 et le Projet stratégique de l'OPLB adopté par son Assemblée générale le 19 octobre 2018.

Cette nouvelle convention-cadre vient réaffirmer la volonté du Gouvernement Basque et de l'Office Public de la Langue Basque de collaborer en matière de politique linguistique, dans le respect de l'autonomie de décision et des règles de fonctionnement de chacun des organismes concernés. Elle fixe le cadre du partenariat entre l'Office Public de la Langue Basque et le Gouvernement Basque, et prévoit qu'une Annexe annuelle précisera chaque année les actions menées en partenariat, ainsi que les modalités d'accompagnement financier des opérateurs du Pays Basque de France, parmi lesquels **l'Appel à projets action linguistique**, dont les modalités sont fixées dans le règlement adopté par l'Assemblée générale du 25 mars 2021 de l'Office Public de la Langue Basque. Pour cela, le Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque ont décidé de mettre en place un fonds spécifique de **128.500 €**.

Le présent **règlement du Volet Edition, adossé au règlement de l'Appel à projets action linguistique 2021**, a été établi en 2009 et réactualisé après évaluation réalisée en 2013 en organisant des temps de consultation des opérateurs ayant déposé des demandes d'aides financières d'une part, et des temps de travail avec le département livre d'Ecrit Cinéma Livre Audiovisuel (ECLA, anciennement ARPEL) d'autre part.

•••

Esparrua

Eusko Legebiltzarrak 1999. urteko abenduaren 10ean berretsitako Euskara Biziberritzeko Plan Nagusia kontuan hartuz, eta bestetik Euskararen Erakunde Publikoak 2006. urteko abenduaren 26an onartutako Hizkuntza Politika Proiektuak eskaintzen dituzten erreferentzia-markoak errespetatuz, Eusko Jaurlaritzak eta Euskararen Erakunde Publikoak euskararen hizkuntza politika tratatzen duten gaietan, mugaz gaindiko lankidetza iraunkor baten esparruak finkatu dituzte. Lankidetzaren ebaluaketa baikorra eginik, bi izenpetzaileek partaidetzaren berriz bideratzea erabaki dute, hurrenez hurren 2010-2016 eta 2017-2022 epealdietarako, Hizkuntza politikari dagozkion esparru-dokumentuetako garapenak kontuan hartuz, bereziki, 2013ko irailaren 11an Eusko Legebiltzarrak berretsitako Euskara Sustatzeko Ekintza Plana eta EEPk 2018ko urriaren 19ko Biltzar Nagusian bozkatu Plan Estrategikoa.

Hitzarmen-marko berri honek, Eusko Jaurlaritza eta Euskararen Erakunde Publikoaren artean, euskararen hizkuntza politika tratatzen dituzten gaietan lankidetza garatzearen aldeko borondatea berresten du, herri-erakunde bakoitzaren erabaki-autonomia eta funtzionamendu-arauak errespetatuz. Hitzarmen-markoak bi erakundeen arteko elkarlanerako esparruak finkatzen ditu, eta honi loturiko urteko eranskinak urtero lankidetzan burutu jarduerak zehazten ditu baita Ipar Euskal Herriko eragileen diruz sustatzeko modalitateak, horien artean, **hizkuntza jarduera Proiektu Deialdia,** zeinen modalitateak EEPren 2021ko martxoaren 25ko Biltzar Nagusiak onartu araudiak zehazten dituen. Horretarako, Eusko Jaurlaritzak eta Euskararen Erakunde Publikoak **128.500 €**ko fondo berezi baten jartzea erabaki dute.

Honako **Argitalpena ataleko araudia, 2021eko hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiaren araudiari uztartua** dena, 2009. urtean geroztik plantan jarri da, eta geroztik egokitua izan da, ebaluaketa 2013. urtean egin ondoan, batetik diru-laguntza eskaerak helarazi dituzten eragileak kontsultatuz, eta bestetik Ecrit Cinéma Livre Audiovisuel (ECLA, aitzinagotik ARPEL) erakundeko liburuaren departamenduarekin lan uneak burutuz.

•••

Article 1 : Objet

Le présent règlement du **volet Edition**, adossé au règlement de l'Appel à projets action linguistique, fixe les modalités spécifiques de soutien aux opérateurs en matière d'édition en langue basque visant à mettre à disposition du public une offre éditoriale complète et de qualité pour promouvoir l'usage social de la langue.

Article 2 : Domaines d'intervention

Le **volet édition** est structuré en **3 domaines d'intervention** :

❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque.

❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque.

❸. Soutien à la mise en place d'animations pédagogiques en langue basque.

❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque
• Cette aide vise à soutenir les éditeurs dans leur activité d'édition d'ouvrage en langue basque dans un contexte économique du livre en langue basque rendu difficile par la situation sociolinguistique de la langue basque et par un marché restreint ne permettant pas toujours de rentabiliser les ouvrages produits.

❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque
• Cette aide vise à soutenir les éditeurs dans la réalisation d'opérations de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque unilingue ou plurilingue.

❸. Soutien à la mise en place d'animations en langue basque
• Cette aide vise à soutenir la mise en place d'animations en langue basque dont l'objet est de promouvoir la lecture, l'écriture et/ou les métiers du livre en milieu scolaire, périscolaire et extrascolaire.

1. artikulua: Helburua

Hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiari uztarturik, **Argitalpena atala**ren araudiaren xedea, euskarazko argitalpenaren alorrean lanean diharduten eragileei zuzendu diru-laguntzen arautzea da, kalitatezko argitalpen eskaintza osatua publikoarentzat eskuragarri jarriz eta euskararen erabilpen soziala areagotuz.

2. artikulua: Sustapen-lerroak

Argitalpena atala, **3 sustapen-lerrotan** egituratzen da:

❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu.

❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu.

❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu.

❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu
• Sustapen-lerro honen xedea euskarazko argitaratze lanetan, argitaratzaileen sustatzea da, ekoiztu liburuen errentagarritasuna beti lortzen zaila egiten denaz ohartuta eta euskararen egoera soziolinguistikoak euskarazko liburugintzaren testuinguru ekonomikoan eragin nekeziaz jabetuta.

❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu
• Sustapen-lerro honen xedea argitaratzaileen sustatzea da, euskarazko liburu elebakar edota eleanitzaren merkaturatzea edo hauen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak lagunduz.

❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu
• Sustapen-lerro honen xedea euskarazko animazio pedagogikoen antolaketaren sustatzea da, irakurketa, idazketa edota liburugintzari lotu ofizioen ezagutza bermatzen lagunduz, eskolaz barneko edo kanpoko jardueren karietara.

Article 3 : Bénéficiaires

❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque, **et**
❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque

• Peuvent bénéficier de ces aides les **entités commerciales** ou les **associations** Loi 1901 :
- exerçant tout ou partie de leur activité dans le domaine de l'édition, et ayant un savoir-faire et une expertise dans ce domaine,
- inscrivant le(s) projet(s) présenté(s) dans le cadre d'une politique éditoriale définie (ligne éditoriale, stratégie de diffusion-commercialisation),
- publiant des ouvrages en langue basque à compte d'éditeur,
- travaillant dans le respect de la déontologie de la charte des éditeurs,
- dont le siège social se situe en Pays Basque de France, officiellement déclarées dans le respect de la règlementation en vigueur.

• Ne peuvent pas bénéficier de ces aides :
- les éditeurs publiant à compte d'auteur,
- les entités commerciales dont la majorité du capital est détenue par une collectivité publique,
- les porteurs de projets visant à éditer un ouvrage résultant d'une commande publique.

❸. Soutien à la mise en place d'animations en langue basque

• Peuvent bénéficier de ces aides **les prestataires** ayant leur siège social en Pays Basque de France officiellement déclarés dans le respect de la réglementation en vigueur.

• Ne peuvent pas bénéficier de ces aides :
- les porteurs de projets relatifs à l'organisation de projets d'établissements scolaires,
- les entités commerciales dont la majorité du capital est détenue par une collectivité publique.

Pour bénéficier d'une aide financière ou de son versement, l'opérateur ne devra faire l'objet d'aucune procédure en cours avec les autorités de la Communauté Autonome d'Euskadi ou avec l'Office Public de la Langue Basque, relative à la production de pièces administratives ou à des remboursements dus sur des projets antérieurs.

3. artikulua : Onuradunak

❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu, **eta**
❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu

• Deialdi honetako diru-laguntzak eskuratu ditzakete **merkataritza entitateek** edo 1901. urteko legepeko **elkarteek** :
- non beren jarduna partez edo osoki liburuen argitaratzea den, horretarako gaitasunak dituztelarik,
- non aurkeztutako proiektuak(ek) argitalpen politika jakin bati erreferentzia egiten du(t)en (ildo editoriala, hedapen-merkaturatze estrategia),
- non beren eginbidea argitaratzailearen kontura euskarazko liburuen argitaratzea den,
- argitaratzaileen kartaren deontologiaren errespetuan diharduten heinean,
- non beren egoitza soziala Ipar Euskal Herrian daukaten, indarrean den legediaren errespetuan,

• Deialdi honetako diru-laguntzak ezin ditzakete eskuratu :
- autorearen kontura argitaratzen duten argitaratzaileak,
- merkataritza-entitateak, baldin eta beren kapitalean herri-administrazio batek edo gehiagok badute partaidetza gehiena,
- eskari publiko baten oinarriz bideratu proiektuen eramaileak.

❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu

• Deialdi honetan aurkeztu daitezke beraien egoitza soziala Ipar Euskal Herrian daukaten eta indarrean dauden legedien arabera eraturiko **zerbitzu emaleak**.

• Deialdi honetako diru-laguntzak ezin ditzakete eskuratu :
- ikastetxeen jardueren antolaketari lotu proiektuen eramaleak,
- merkataritza-entitateak, baldin eta beren kapitalean herri-administrazio batek edo gehiagok badute partaidetza gehiena.

Diru-laguntzak esleitzeko edo, hala badagokio, ordaintzeko, ezinbesteko baldintza izango da onuradunak Euskararen Erakunde Publikoa edo Euskal Autonomia Erkidegoko Administrazio Orokorrak eta bere erakunde autonomiadunek emandako izaera bereko diru-laguntza edo laguntzak direla-eta, zehatzeko edo zenbatekoren bat itzultzeko hasitako inolako prozesutan ez egotea.

Article 4 : Domaine éligible

❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque

• **Tout ouvrage en langue basque** (unilingue ou plurilingue) qui n'est pas un ouvrage pédagogique.

• Tout ouvrage répondant à la définition fiscale du livre (Direction Générale des impôts dans son instruction du 30 décembre 1971, 3C-14-71) :

« Un livre est un ensemble imprimé, illustré ou non, publié sous un titre, ayant pour objet la reproduction d'une œuvre de l'esprit d'un ou plusieurs auteurs en vue de l'enseignement, de la diffusion de la pensée et de la culture.

Cet ensemble peut être présenté sous la forme d'éléments imprimés, assemblés ou réunis par tout procédé, sous réserve que ces éléments aient le même objet et que leur réunion soit nécessaire à l'unité de l'œuvre. Ils ne peuvent faire l'objet d'une vente séparée que s'ils sont destinés à former un ensemble ou s'ils en constituent la mise à jour.

Cet ensemble conserve la nature de livre lorsque la surface cumulée des espaces consacrés à la publicité et des blancs intégrés au texte en vue de l'utilisation par le lecteur est au plus égale au tiers de la surface totale de l'ensemble, abstraction faite de la reliure ou de tout autre procédé équivalent ».

Ouvrages **répondant** à la définition fiscale du livre :

- Ouvrages traitant de lettres, de science ou d'art,
- Dictionnaires et encyclopédies,
- Livres d'enseignement,
- Almanachs renfermant principalement des articles littéraires, scientifiques ou artistiques, et plus généralement lorsque les éléments d'intérêt général ou éducatif sont prédominants,
- Livres d'images, avec ou sans texte,
- Guides culturels et touristiques,
- Répertoires juridiques, bibliographiques et culturels,
- Catalogues d'expositions artistiques ne concernant pas de simples répertoires d'œuvres, c'est-à-dire dans la mesure où une partie rédactionnelle suffisante permet de conférer à l'ensemble le caractère d'une œuvre intellectuelle,
- Méthodes de musique, livrets ou partitions d'œuvres musicales pour piano ou chant, ouvrages d'enseignement musical et solfèges.

Ouvrages **ne répondant pas** à la définition fiscale du livre :

- Almanachs autres que ceux visés ci-dessus,
- Annuaires,
- Guides contenant des listes d'hôtels ou de restaurants, guides de villes et guides à caractère essentiellement publicitaires,
- Catalogues,
- Catalogues et albums philatéliques,
- Indicateurs de chemins de fer, bateaux, tramways et publications similaires,
- Albums à colorier, alphabets et découpages,

4. artikulua : Diruz lagundu daitezkeen jarduerak

❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu

• **Euskarazko edozein liburu** (elebakarra edo eleanitza), ekoizpen pedagogiko bat ez dena.

• Liburuaren definizio fiskalari erantzuten dion euskarazko edozein liburu (Zergen Zuzendaritza Nagusiak eman 1971ko abenduaren 30eko 3C-14-71 aginduan):

« Liburu bat, inprimatutako multzo bat da, irudiekin edo gabekoa, titulu baten pean argitaratutakoa, non honen gaia autore baten edo batzuen gogoaren obraren transkribatzea den, pentsamenduaren eta kulturaren irakasteko edota hedatzeko helburuarekin.

Multzo hori, inprimatutako elementuen bilketa bezala aurkezten da, edozein moldez loturik edo bildurik, elementu horiek ber gaiarekin zerikusia dutela eta horien bilketa obraren batasunarentzat beharrezkoa denerako baldintzekin. Inprimatutako elementu horiek, ez litezke aparteko salmenta batekoak izan, baldin eta multzo baten osatzeko helburua duten edota hauen gaurkotze bat den kasutan ezik.

Multzo horrek liburu izaera atxikitzen du, publizitatearentzat gorde espazioen eta testuaren zuriuneen azaleraren gehikuntzak, osotasunaren azaleraren herenera iristerik ez baldin badu, eta hau liburu-josturak eta antzeko elementuak kontutan hartu gabe ».

Liburuaren definizio fiskalari **erantzuten dioten** liburuak :

- Letretaz, zientzietaz edo arteaz ari diren lanak,
- Hiztegiak eta entziklopediak,
- Irakaskuntza liburuak,
- Literatura, zientzia edo artea gaitzat duten artikuluek gehien bat osatutako almanakak, edo oro har interes orokorreko edo hezkuntza elementuak nagusitzen direlarik,
- Irudi liburuak, testudunak edo gabekoak,
- Kultur gidak edo gida turistikoak,
- Repertorium juridikoak, bibliografikoak edo kulturalak,
- Arte erakusketa katalogoak, baldin eta ez badira obren repertorium soilak, eta idatzitako testu aski bada, multzoari, obra intelektual izaera emateko gisan,
- Musika metodoak, piano edo kanturako obra baten partiturak edo liburuxkak, musika irakaskuntza edo solfeorako liburuxkak.

Liburuaren definizio fiskalari **erantzuten ez dioten** liburuak :

- Goian aipatuak ez diren almanakak,
- Urtekariak,
- Ostatu eta hotelak zerrendatzen dituzten gidak, hirietako gidak eta publizitate kutxua hartzen duten gisa bereko gidak,
- Katalogoak,
- Filatelia albumak eta katalogoak,
- Tren, itsasontzi eta tranbia ibilbideen adierazteko edo gisa bereko argitalpenak,
- Pintatzeko liburuak, ebakigarriak, alfabetoak,

- Albums d'images pour enfants conçus pour être découpés ou en vue de la constitution d'une collection,
- Répertoires qui ne comportent que de simples énumérations et les répertoires alphabétiques de personnalités,
- Brochures destinées à commenter le fonctionnement d'un appareil avec lequel elles sont livrées,
- Emboîtages destinées à la présentation des livres lorsqu'ils sont vendus séparément,
- Simples partitions qui diffusent le texte et la musique d'une chanson, cahiers de musique pour devoirs, et papiers musique.

❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque

• La conception d'outils de promotion :
  - Catalogue, PLV, affiche, marque page et autres supports.
• Les événements promotionnels pour la parution d'un ouvrage.
• Le regroupement d'éditeurs en vue d'assurer la promotion de leurs titres.

❸. Soutien à la mise en place d'animations en langue basque

• Tout projet d'animation en relation avec les métiers du livre, de la lecture et/ou de l'écriture en langue basque destiné à un jeune public et se déroulant durant le temps scolaire, périscolaire ou extrascolaire.

Article 5 : Modalités de financement

❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque (à concurrence de **4 ouvrages** par an et par porteur de projet)

• Edition jeunesse	**Plafond des aides financières**	
	Ouvrage unilingue	**Ouvrage plurilingue**
Roman, Album, Théâtre, Poésie	Jusqu'à 50% du coût Hors Taxes du projet, plafonné à 6.000 € d'aide	Jusqu'à 30% du coût Hors Taxes du projet, plafonné à 6.000 € d'aide

• Littérature adulte	**Plafond des aides financières**	
	Ouvrage unilingue	**Ouvrage plurilingue**
Roman, Théâtre, Poésie	Jusqu'à 50% du coût Hors Taxes du projet, plafonné à 4.000 € d'aide	Jusqu'à 30% du coût Hors Taxes du projet, plafonné à 4.000 € d'aide

- Haurrendako irudi albumak, ebakigarriak direnak kolekzio baten osatzeko helburuz,
- Izendatze soilek osatutako errepertoriumak, jende ospetsuez osatu errepertorium alfabetikoak,
- Tresna batekin doazen liburuxkak, non hauen helburua funtzionamenduaren azaltzea duten,
- Bereizirik saltzen diren liburuen aurkezpenerako balio duten kutxa modukoak,
- Kantu baten musika eta testuen berri ematen duten partitura soilak, etxeko lanendako musika kaierak, musika papera.

❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu

• Promoziorako lan tresnen sorrera :
  - Katalogoa, PLV, afixa, orri markagailua, eta beste euskarri oro.
• Liburu baten argitaratzearen karietara apailatu promozio gertakariak.
• Beren tituluen promozioa bideratu nahi dituzten argitaratzaileen elkarraditzeak.

❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu

• Irakurketa, idazketa edota liburugintzari lotu ofizioen ezagutza, publiko gaztearengan bermatzeko xede duen antolatutako eskolaz barneko edo kanpoko jardueren karietarako animazio pedagogiko oro.

5. artikulua : Diruztapen era

❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu (urtean **4 libururentzat** gehienik proiektu eramale bakoitzeko)

• Haur eta gazte argitalpena	**Diru-laguntzen gehienezkoa**	
	Liburu elebakarra	**Liburu eleanitza**
Eleberria, Albuma, Antzezlana, Poesia	Proiektuaren Zergaz Kanpoko kostuaren %50eraino, 6.000 € gehienez	Proiektuaren Zergaz Kanpoko kostuaren %30 eraino, 6.000 € gehienez

• Helduen literatura	**Diru-laguntzen gehienezkoa**	
	Liburu elebakarra	**Liburu eleanitza**
Eleberria, Antzezlana, Poesia	Proiektuaren Zergaz Kanpoko kostuaren %50eraino, 4.000 € gehienez	Proiektuaren Zergaz Kanpoko kostuaren %30eraino, 4.000 € gehienez

• Livres pratiques et ouvrages de vulgarisation • Essais et livres techniques • Bande dessinée, Combiné CD+livre	Plafond des aides financières	
	Ouvrage unilingue	Ouvrage plurilingue
Arts, Patrimoine, Histoire, Littérature, Sciences sociales, Sciences techniques, Médecine, Gestion, Sciences de la terre, Guide, Cuisine	Jusqu'à 50% du coût Hors Taxes du projet, plafonné à 8.000 € d'aide	Jusqu'à 30% du coût Hors Taxes du projet, plafonné à 8.000 € d'aide

❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque

• Les projets ou activités pourront être soutenus jusqu'à 60% des dépenses éligibles plafonnées à 5.000 €.

❸. Soutien à la mise en place d'animations en langue basque

• Les projets ou activités soutenus devront faire l'objet d'un autofinancement minimum de 30%.

Le cumul des aides attribuées à un même opérateur dans le cadre du volet édition de l'Appel à projets action linguistique d'une même année ne pourra égaler ou excéder **23.000 €** de subvention. Le seuil minimum des aides financières attribuées dans le cadre de cet appel à projets est fixé à 10% du coût du projet avec un montant seuil de 1.000 € par porteur de projet.

Article 6 : Procédure retenue

Les aides financières seront affectées via l'Appel à projets action linguistique coorganisé par l'Office Public de la Langue Basque et le Vice-Ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque.

Les dossiers de candidature seront traités dans le respect des critères décrits à l'article 11.

• Liburu praktikoak eta dibulgaziozkoak • Saiakerak/liburu teknikoak • Komikia, CD+liburu konbinatuak	Diru-laguntzen gehienezkoa	
	Liburu elebakarra	Liburu eleanitza
Arteak, Ondarea, Historia, Literatura, Zientzia Sozialak, Zientzia teknikoak, Medikuntza, Kudeaketa, Natur Zientziak, Gidak, Sukaldaritza	Proiektuaren Zergaz Kanpoko kostuaren %50eraino, 8.000 € gehienez	Proiektuaren Zergaz Kanpoko kostuaren %30eraino, 8.000 € gehienez

❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu

• Egitasmoek diru-laguntza jasotzen ahalko dute, kontuan hartu daitezkeen xahutzeen %60a edo 5.000 € bitarte.

❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu

• Egitasmoek diru-laguntza jaso ahal izateko, gutxienezko %30eko autofinantziazioa bete beharko dute.

Eragile bakarrak urte berean jaso dezakeen hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiaren argitalpena atalaren karietarako diru-laguntza ezberdinen zenbatekoa, **23.000 €** baino gutiagokoa izan daiteke. Proiektu bakoitzarentzat, EEP-ren parte hartzea %10ekoa izan behar du guttienez. Eragile berdin batentzat, laguntza muga minimala ezin da 1000 € baino gutiagokoa izan.

6. artikulua : Emateko prozedura

Eusko Jaurlaritzaren Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzak eta Euskararen Erakunde Publikoak elkarlanean erabakitako diru-laguntzak lehiaketa bidez emango dira.

Hori horrela, aurkeztutako eskabideak alderatuko dira, 11. artikuluan ezarritako irizpideak kontuan harturik.

Article 7 : Présentation des dossiers

Les porteurs de projet devront produire les documents suivants, dans les 2 langues (hormis la documentation administrative) :

Pour tous les porteurs de projet :

- Le formulaire de demande CERFA 12156-05 dûment complété, en tenant compte des consignes suivantes :
  - Pour tout projet : dans le cas d'une demande concernant plusieurs projets, les porteurs de projet complèteront une fiche par projet (duplication de la page 5 du formulaire)
  - Pour les projets du domaine d'intervention 1 : ne pas compléter la page 7 du formulaire
  - Pour les projets présentés par des entreprises : remplacer le numéro de RNA par le Kbis.
- Le bilan et le compte de résultat du dernier exercice clos.

Pour les demandes concernant le domaine d'intervention 1 :

- La fiche F dûment complétée
- Un échantillon significatif du manuscrit
- Une copie des devis de fabrication d'ouvrage(s)

Dans le cas d'une **première demande de financement**, ou dans le cas de modifications intervenues depuis la dernière demande de financement pour les opérateurs ayant déjà fait l'objet de financement en 2019, les porteurs de projet devront joindre les pièces suivantes :

- Pour les entreprises : extrait de Kbis de moins de 3 mois, relevé d'identité bancaire (RIB)
- Pour les associations : statuts, récépissé de déclaration en sous-préfecture, liste des personnes chargées de l'administration de l'association, relevé d'identité bancaire (RIB)

Le dossier complet de candidature à l'Appel à projets, complété en 2 langues, devra parvenir uniquement en **format numérique** à l'adresse mail suivante : **d.aire@mintzaira.fr**

La date limite de réception est fixée au **30 avril 2021** correspondant à une période d'un mois à compter de la publication.

7. artikulua : Eskabideen aurkezpena

Proiektu eramaileek ondoko dokumentuak ekoiztuko dituzte, bi hizkuntzetan (dokumentazio administratiboa ezik) :

Proiektu eramaile guzientzat :

- CERFA 121156-05 eskaera formularioa osaturik, ondoko aginduak kondutan harturik :
  - Proiektu guzientzat : proiektu anitzeko eskaera baten kasuan, proiektu eramaileek fitxa bat beteko dute proiektu bakoitzarentzat (formularioaren 5.orrialdea bikoiztuz)
  - Lehen sustapen-lerroko proiektuentzat : formularioaren 7. Orrialdea hutsik utzi beharko da.
  - Merkataritza entitateek aurkeztutako proiektuentzat : Kbis zenbakia sartu RNA zenbakiaren ordez.
- Azkenik gakotu kontuen bilana eta emaitza kontu zehatza

Lehen sustapen-lerroko proiektu eskaerentzat :

- F fitxa osaturik
- Eskuizkribuaren zati adierazgarri bat
- Liburu(ar)en ekoizpenari lotu aurrekontuen kopiak.

Diru-laguntza bat **lehen aldiz** eskatzen duten eragileentzat, edo azkenik burutu diru-laguntza eskaeratik hona aldaketak izan baldin badira, proiektu eramaileek ondoko dokumentuak gehituko dituzte txostenari :

- Merkataritza entitateentzat : 3 hilabete baino guttiagoko Kbis agiria, Banku Nortasun Agiria (BNA)
- Elkarteentzat : estatutuak, Suprefeturako egiaztapen agiria, Zuzendaritza entitatearen osaketa, Banku Nortasun Agiria (BNA).

Proiektu deialdiko eskabide txosten osatua, 2 hizkuntzetan beterik, **formatu digitalean** baizik honako helbide elektronikora helarazi beharko da: **d.aire@mintzaira.fr**

Eskabide txostenak berantenaz **2021eko apirilaren 30ean** jasoko dira, deialdiaren argitarapenetik hilabeteko epean.

Article 8 : Gestion des dossiers incomplets

Il sera délivré au porteur de projet par l'OPLB un certificat accusant réception du dossier complet ou un courrier lui précisant les pièces ou éléments manquants. A réception de ce courrier, l'opérateur aura 10 jours pour y répondre, faute de quoi sa candidature ne pourra être considérée éligible.

Article 9 : Gestion de l'Appel à projets

L'organisation et la gestion de cet Appel à projets relèveront de la responsabilité de l'OPLB. De par le partenariat établi avec la Communauté Autonome d'Euskadi, ses représentants seront associés aux différentes étapes du dispositif : instruction technique des dossiers, phase décisionnelle et communication.

Article 10 : Procédures d'instruction et de décision

L'ensemble des dossiers attestés complets feront l'objet d'une instruction technique concertée associant les services de l'OPLB et ceux du Gouvernement Basque, sous la responsabilité de la Directrice de l'OPLB et de la Directrice de la Recherche Linguistique et de la Coordination.

S'agissant des projets d'édition d'ouvrages présentés, en complément de l'instruction technique, l'Académie de la langue basque Euskaltzaindia sera chargée d'émettre pour avis une appréciation de la qualité de la langue.

A l'issue, un projet de délibération argumenté sera présenté conjointement au Président de l'Office Public de la Langue Basque et au Vice-Ministre de la Politique Linguistique.

L'Assemblée générale de l'Office Public de la Langue Basque et le Vice-Ministère de la Politique Linguistique l'examineront, délibèreront et prendront position sur chacune des demandes exprimées.

Les décisions seront notifiées par le Président de l'Office Public de la Langue Basque et le Vice-Ministre de la Politique Linguistique.

8. artikulua : Osatugabeko eskabideen kudeaketa

Eskatzaileak txostena osatua dela segurtatzen duen agiri bat eskuratuko du edo txostena osatua izateko eskas diren elementuak zehazten dituen gutun bat jasoko du EEPrengandik. Gutun hori jaso eta, eragileak 10 egun izango ditu erantzuteko, bestela, bere hautagaitza ez da onargarritzat joko.

9. artikulua : Deialdiaren kudeaketa

Proiektu deialdi honen antolaketa eta kudeaketa Euskararen Erakunde Publikoari dagokio. Eusko Jaurlaritzarekin dagoen lankidetzaren bidez, honen ordezkariak dispositiboaren etapa ezberdinei lotuko dira: txostenen instrukzio teknikoa, erabakiak hartzeko fasea eta komunikazioa.

10. artikulua : Balorazio batzordea

Euskararen Erakunde Publikoa eta Eusko Jaurlaritzaren zerbitzu teknikoek hautagaitzarako onartutako txosten guztiak elkarrekin aztertuko dituzte, EEPren zuzendariaren eta Hizkuntza Ikerketa eta Koordinaziorako zuzendariaren ardurapean.

Aurkeztutako argitaratze proiektuei dagokienez, eta zerbitzuek eramandako azterketa teknikoaren osagarri bezala, hizkuntzari buruzko iritzi kualitatiboa emanen du Euskaltzaindiak, abisu gisa.

Aztertu ondoren, erabaki proposamen argudiatu bat aurkeztua izango zaie Euskararen Erakunde Publikoaren Lehendakariari eta Hizkuntza Politikarako sailburuordeari.

Euskararen Erakunde Publikoaren Biltzar nagusiak eta Hizkuntza Politikarako sailburuordetzak proposamen hori aztertuko eta eztabaidatuko dute, eta eskaera bakoitzari buruzko erabaki bat hartuko.

Erabakiaren berri, Euskararen Erakunde Publikoaren Lehendakariak eta Hizkuntza Politikarako sailburuordeak emango dute.

Article 11 : Critères d'affectation des aides

❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque
• Niveau de langue minimum requis pour la parution de l'ouvrage. • La rigueur de conduite de projet. • Le réalisme financier du projet.

❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque
• Le bien fondé de la démarche de l'éditeur par rapport à son projet éditorial. • Le caractère professionnel du projet. • La qualité des partenariats noués avec les différents acteurs de la chaîne du livre. • L'adéquation entre le contenu du projet et le plan de financement présenté.

❸. Soutien à la mise en place d'animations en langue basque
• La pertinence du projet au regard des objectifs recherchés. • L'originalité du projet et son aspect professionnel. • La qualité des partenariats noués. • L'adéquation entre le contenu du projet et le plan de financement présenté.

11. artikulua : Diru-laguntzak esleitzeko irizpideak

❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu
• Liburua argitaratua izateko beharrezkoa den gutxienezko hizkuntza maila. • Proiektuaren bideratzeko zehaztasuna. • Proiektuaren errealismo ekonomikoa.

❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu
• Argitaratzailearen izapidea, bere argitalpen proiektuari begira. • Proiektuaren planta profesionala. • Liburuaren katea osatzen dute eragile ezberdinekin josi partaidetzen nolakotasuna. • Proiektuaren edukiaren eta aurkeztutako finantza planaren arteko egokitzapena.

❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu
• Proiektuaren egokitasuna bete nahi diren helburuekiko. • Proiektuaren bere gisakotasuna eta bere planta profesionala. • Josi partaidetzen nolakotasuna. • Proiektuaren edukiaren eta aurkeztutako finantza planaren arteko egokitzapena.

Article 12 : Règle relative au cumul avec d'autres aides

Les aides attribuées dans le cadre de cet Appel à projets ne sont pas cumulables avec d'autres aides accordées par le Gouvernement Basque sur des objectifs similaires.
Elles sont en revanche cumulables avec d'autres aides publiques ou privées dans le respect du plan de financement initial (une aide publique ou privée non initialement prévue et mobilisée après la date de dépôt du dossier sera déduite au moment du versement du solde final, du montant de l'aide accordée dans le cadre du présent Appel à projets).

12. artikulua : Beste (diru-)laguntzekiko bateragarritasuna

Agindu honetako diru-laguntzak bateragarriak dira, beste edozein erakunde publiko zein pribatuk, helburu berberaz emandakoekin, baldin eta jatorrizko finantzaketa egitaraua errespetatzen bada (hastapenean, hots txostena aurkezterakoan, iragarria ez zen erakunde publiko zein pribatu batek banatu diru-laguntza, Proiektu Deialdi honen baitan aurkeztu finantzaketa planean iragarri saldo orokorretik kendua izanen da).
Aldiz, agindu honetako diru-laguntzak Eusko Jaurlaritzak helburu berberaz emandakoekin bateraezinak dira.

Article 13 : Communication de la décision

L'acte officiel des décisions d'affectation sera rendu public par le Président de l'Office Public de la Langue Basque pour le compte des deux organismes et diffusé aux intéressés.

13. artikulua : Ebazpena

Euskararen Erakunde Publikoaren Lehendakariak sinatutako ebazpen ofiziala zabaldua izango zaie eskatzaileei, banan-banan, eta publikoki hedatua, bi erakundeen izenean.

D'autre part, des conventions précisant les modalités d'affectation des aides décidées pourront être signées avec les bénéficiaires.

Article 14 : Obligations des bénéficiaires

Les bénéficiaires des aides affectées dans le cadre de cet Appel à projets ont pour obligation :
a) d'accepter l'aide affectée. L'aide sera considérée acceptée, si 15 jours après avoir reçu confirmation de cette aide, l'opérateur ne fait pas connaître son refus de la décision,
b) d'utiliser l'aide dans le respect des objectifs pour lesquels celle-ci est accordée.

Article 15 : Modalités de versement

Les versements de l'aide auront lieu en deux temps :
• 50% de l'aide à l'acceptation par l'opérateur de la décision, et, le cas échéant, à la signature de la convention, et,
• le solde après présentation des pièces justificatives, conformément aux dispositions de l'article 16.

Le versement d'un acompte supplémentaire pourra être versé à l'opérateur qui en ferait la demande et qui serait en mesure de justifier de l'état d'avancement du projet.

Article 16 : Justificatifs à fournir

Dès la réalisation du projet ou des activités, l'opérateur devra présenter l'ensemble des pièces justificatives à l'Office Public de la Langue Basque, et ce **au plus tard pour le 28 février 2022** :

• Pour le domaine d'intervention ❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque :
- Formulaire de compte-rendu de subvention CERFA 15059-02
- Fiche FB complétée par ouvrage soutenu
- Justificatifs de dépenses
- Bilan et compte de résultat détaillés (mettant en évidence la part de chiffre d'affaires réalisée par la vente de livres) ainsi que les annexes comptables du dernier exercice clôturé

Bestalde, horretaz gain, zenbait onuradunekin hitzarmena izenpetu ahal izango dute, Proiektu Deialdi honen bidez jasotako laguntzaren zehaztasunak jasoz.

14. artikulua : Onuradunaren betebeharrak

Agindu honetan arautzen diren diru-laguntzen onuradunek ondoko hauek bete behar dituzte :
a) Esleitutako diru-laguntza onartzea. Ildo horretan, onuradunek diru-laguntza egokitu zaiela adierazten duen jakinarazpena jaso eta 15 eguneko epean berariaz uko egiten ez badiote onartu egin dutela ulertuko da.
b) Diru-laguntza agindutako helburu zehatzetarako erabiltzea.

15. artikulua : Diru-laguntzaren ordainketa

Diru-laguntzaren ordainketa bi unetan egingo da :
• Diru-laguntzaren %50a diru-laguntza eskatzaileak esleitutako laguntza onartu bezain laster edo, hala badagokio, hitzarmena izenpetutakoan, eta,
• Diru-laguntzaren saldoa justifikazioa egin ondoren, 16. artikuluan ezarritakoaren arabera.

Gainerateko aurrekari baten isurpena aurreikusi liteke, eragileak hala eskatzen balu eta proiektuaren aitzinamendu mailaz bermeak emanda.

16. artikulua : Diru-laguntza justifikatzea

Lagundutako proiektua edo jarduerak gauzatuak izango direlarik, eragileak nahitaezko froga-agiriak aurkeztu beharko dizkio Euskararen Erakunde Publikoari, **berantenik 2022ko otsailaren 28rako** :

• ❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea izeneko sustapen-lerroari dagokionez :
- Diru-laguntza eskaeraren bildumarako CERFA 15059-02 formularioa
- FB fitxa osaturik, diruz lagundu liburu bakoitzarentzat,
- Xahutze egiaztagiriak,
- Azkenik gakotu kontuen bilana eta emaitza kontu zehatza (liburu salmentek negozio zifrean duten proportzioa agerian ezarriz), eranskinekin.

• Pour les domaines d'intervention ❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque et ❸. Soutien à la mise en place d'animations pédagogiques en langue basque :

- Formulaire de compte-rendu de subvention CERFA 15059-02
- Bilan d'opération
- Bilan financier du projet
- Justificatifs de dépenses
- Bilan et compte de résultat ainsi que les annexes comptables du dernier exercice clos.

L'ensemble des pièces justificatives fera l'objet d'un examen par les services de l'Office Public de la Langue Basque au regard des critères suivants :
• Conformité et cohérence par rapport au projet et au budget initialement présentés,
• Prise en compte des éléments fixés à l'article 12.

Les documents à rédiger seront à produire en 2 langues.

La production des pièces complémentaires sera si nécessaire notifiée par l'Office Public de la Langue Basque à l'opérateur qui disposera de 15 jours pour les produire.

Le montant du solde versé sera fixé compte tenu des justificatifs produits au regard du budget initialement présenté.

Si, après examen des justificatifs produits, le montant de l'aide définitive s'avère être inférieur à l'(aux) acompte(s) versé(s), l'opérateur procèdera au remboursement à l'Office Public de la Langue Basque, de tout ou partie d(u)es versement(s) antérieur(s), et ce dans un délai d'un mois maximum après réception du document adressé par l'Office Public de la Langue Basque.

Article 17 : Communication de l'aide apportée

Les opérateurs bénéficiaires d'une aide devront faire mention du soutien de l'Office Public de la Langue Basque et du Vice-Ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque concernant les projets et activités aidés. Les modalités seront précisées par l'Office Public de la Langue Basque.

• ❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu, eta ❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu sustapen-lerroei dagokienez :

- Diru-laguntza eskaeraren bildumarako CERFA 15059-02 formularioa
- Jardueren bilana
- Proiektuaren finantza bilduma
- Xahutze egiaztagiriak
- Azkenik gakotu kontuen bilana eta emaitza kontua, eranskinekin.

Euskararen Erakunde Publikoaren zerbitzuek egiaztagiri guztiak aztertuko dituzte ondoko irizpideen arabera :
• Aurkeztutako proiektuaren eta honen aurrekontuaren begirako egokitasuna eta koherentzia,
• 12. artikuluan zehaztutako irizpideen kontutan hartzea.

Idaztekoak izanen diren dokumentuak, 2 hizkuntzatan ekoiztu beharko dira.

Halabeharrean, agiri osagarrien aurkeztea Euskararen Erakunde Publikoak eragileari gutunez eskatuko dio, 15 eguneko epea horretarako utziz.

Diru-laguntzaren saldoaren isurpena aurkeztutako egiaztagirien arabera finkatua izanen da, oinarrizko aurrekontuarekin parekatuta.

Aurkeztutako egiaztagiriak aztertuta, behin-betiko diru-laguntza, aurretik eskuratu isurpena(k) baino ttipiagoa baldin bada, edota, dena delako arrazoiengatik eskuratu diru-laguntza osorik edo partez itzuli behar izanez gero, eragileak diru-kopurua Euskararen Erakunde Publikoari itzuliko dio, honek bidalitako likidazio-ebazpena eskuratu eta hilabeteko epean.

17. artikulua : Emandako babesaren aipamena

Diru-laguntza jasotzen duten eragileek, Euskaren Erakunde Publikoak eta Eusko Jaurlaritzaren Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzak eskainitako babesa adierazi beharko dute lagunduriko proiektu edo jardueraren ondorioz egindako iragarki guztietan. Betebeharrak, Euskararen Erakunde Publikoak zehaztuko ditu.

Article 18 : Obligations légales

Dans le domaine ❶. Soutien à l'édition en langue basque, et en tant qu'éditeur, l'opérateur est tenu d'inscrire son projet dans le cadre légal relatif à l'édition :
• Loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix unique du livre.
• Article 1 de l'arrêté du 12 janvier 1995 fixant les mentions obligatoires devant figurer sur les documents imprimés, graphiques et photographiques soumis au dépôt légal :
- nom et adresse de l'éditeur,
- nom et adresse de l'imprimeur,
- date d'achèvement du tirage,
- numéro ISBN,
- prix en euros,
- date du dépôt légal.

Article 19 : Non-respect des obligations

1. Seront considérés comme manquement aux clauses établies les cas suivants :
a) L'utilisation totale ou partielle de l'aide allouée pour l'organisation d'activités autres que celles ayant fait l'objet de l'affectation.
b) Dans le cas d'une mise en œuvre partielle du projet, le non-remboursement de la subvention accordée dans le délai imparti.
c) De manière générale, le non-respect d'une disposition décrite dans le présent document.
2. Tout cas de manquement tel que décrit ci-dessus entraînera le remboursement de l'aide versée auprès de l'Office Public de la Langue Basque.

Dispositions finales

Première disposition :
Toute réclamation relative au présent règlement peut être transmise auprès du Président de l'Office Public de la Langue Basque, à partir du jour suivant sa publication et dans un délai d'un mois.
Seconde disposition :
Le présent règlement entre en vigueur à sa publication.

18. artikulua : Legezko betebeharrak

Euskarazko liburuaren argitaratzea sustapen-lerroaren kasuan (❶), eragileak, argitaratzailea den neurrian, bere proiektua liburugintzaren koadro legalaren errespetuan eraman behar du :
• 1981eko agorrilaren 10eko Legea, 81-766 zk., liburuaren prezio bakarrari buruzkoa,
• 1995eko urtarrilaren 12ko aginduko 1. Artikulua, lege gordailuaren errespetuan, behartu argazki, dokumentu grafiko eta inprimaki orotan derrigorrez agertarazi beharreko aipamenak finkatzen dituena :
- argitaratzailearen izena eta helbidea,
- inprimatzailearen izena eta helbidea,
- tirada bukatu den eguna,
- ISBN zenbakia,
- salneurria eurotan,
- lege gordailuaren data.

19. artikulua: Ez betetzeak

1. Arauak bete gabetzat joko dira honako kasu hauetan :
a) Jasotako diru-laguntza osoa zein zati bat agindu honetan zehaztutakoez beste jardueretarako erabiltzea.
b) Proiektua edo jarduerak ez badira osoki gauzatzen, zehaztutako diru-kopurua ez itzultzea, horretarako emandako epean.
c) Beste xedapen batean, orokorrean, nahitaezkotzat jotzen diren gainerako egitekoak ez betetzea.
2. Artikulu honetako aurreko idatzi-zatian aipatutako ez betetzeren bat gertatuz gero, jasotako dirua eta horren legezko interesak itzuli beharko zaizkio EEPri.

Azken xedapenak

Lehen xedapena:
Agindu honen aurka interesatuek erreklamazioa aurkeztu ahal izango diote Euskararen Erakunde Publikoaren Lehendakariari hilabeteko epean, kaleratu eta hurrengo egunetik hasita.
Bigarren xedapena:
Agindu honek kaleratu eta hurrengo egunetik hasita izango du eragina.

•••

Règlement 2021 « volet Edition »
adossé au règlement de l'Appel à projets action linguistique 2021

•••

3 domaines d'intervention :
❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque.
❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque.
❸. Soutien à la mise en place d'animations pédagogiques en langue basque.

•••

2021eko hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiaren araudiari uztartu
« Argitalpena atala » 2021eko araudia

•••

3 sustapen-lerro :
❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu.
❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu.
❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu.

F	**Fitxa** **2021eko diru-laguntza eskabide txostena « Argitalpena Atala »** **(2021eko hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiari uztartua)**	Argitaratzailea ne rien inscrire ez deus idatzi Liburua 1 2 3 4
D2021		

Oharrak

- Fitxa hau, "❶. **Euskarazko liburuen argitaratzea sustatu"** sustapen-lerroaren zati da.
- Fitxa bakoitza **2 hizkuntzatan** derrigorrez osatzekoa da (aurrealdea **eta** atzealdea)
- **Fitxa bat** osatzekoa da aurkeztu **liburu bakoitzeko.**
- Osatzekoak diren laukitxoen espazioa motz geldituz gero, agerrarazi eta behar datuak aparteko orrialde batean zehaztu.

Egiturari buruzko datuak

Iragan urtean argitaratu titulu kopurua

non euskaraz argitaratu tituluak

non frantsesez argitaratu tituluak

non eleanitzez argitaratu tituluak (ale berdinarentzat)

Katalogo osoan agertzen den liburu kopurua

Hunkitutako salmenta gune kopurua

Erabilitako hedapen modua (aukeratu)

☐ autobanaketa osoa ☐ banatzaile bidez ☐ autobanaketa partziala

Erabilitako promozio lan tresnak (aukeratu)

☐ paperezko katalogoa ☐ PLV ☐ prentsaurrekoa

☐ internet katalogoa ☐ esku-orria ☐ iragarkia

☐ beste (zehaztuz)

Aurkeztu liburuari buruzko xehetasunak

Liburuaren **titulua**

Autorea (Deitura eta Izena)

Itzultzailea (Deitura eta Izena)

Liburuaren jatorrizko **hizkuntza/Herria**

Saila

Orrialde Kopurua

Formatua (zm-tan)

Aurkeztu liburuari buruzko datu teknikoak

Proiektuari lotutako karguak	Dirutza (ZK)	Proiektuari lotutako irabaziak	Dirutza (ZK)
Ekoizpena			
Konposaketa eta maketazioa	€ ZK	Autofinatzamendua	€ ZK
Imprimaketa eta liburu-jostura	€ ZK	Eskatutako diru-laguntza publiko/pribatuak *(erakundeak eta diru-laguntzak zenbatekoak diren zehaztu)*	
Argitaratzea			
Testuaren jotzea eta besterik	€ ZK	-	
Zuzenketa	€ ZK	-	€ ZK
Itzulpen gastuak	€ ZK	-	€ ZK
Ikonografia eta erreprodukzio eskubideak	€ ZK	-	€ ZK
Autore irabaziak	€ ZK	**EEP/EJ-ri eskatu dirutza** (*2)	€ ZK
OROTARA	€ ZK	**OROTARA**	€ ZK

Salneurria (Zerga Guziak Barne)

Errentagarritasun heina (*1)

Aurreikusi promozio kanpaina edota hedapen moduak

(*1) Errentagarritasun heina, saldu beharreko ale kopurutan adieraziz (kostuen kalkuluan, autorearen eskubideak eta egitura gastuak kontutan hartuz).

(*2) Aurkeztutako liburuarentzat, Euskararen Erakunde Publikoari eta Eusko Jaurlaritzari eskatutako diru-laguntza kopurua (ekoizpen eta argitaratze gastuak baizik).

F	Fiche **Dossier de demande de financement 2021 « Volet Edition »** **(adossé à l'Appel à projets action linguistique 2021)**	Editeur ne rien inscrire ez deus idatzi
D2021		Ouvrage 1 2 3 4

Observations

- La présente Fiche est à associer au domaine "❶. **Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque**".
- Chaque fiche est à compléter **impérativement** en 2 langues (recto **et** verso).
- **Une fiche** est à compléter **par ouvrage** présenté.
- Si l'espace à renseigner des cases ci-dessous est insuffisant, le signaler et porter les renseignements sur feuille libre.

Données structurelles

Nombre de titres publiés l'année précédente ☐

dont titres publiés en basque ☐

dont titres publiés en français ☐

dont titres publiés en plurilingue (sur un même exemplaire) ☐

Nombre d'ouvrages au catalogue ☐

Nombre de points de ventes touchés ☐

Mode de diffusion utilisé (cocher)

☐ autodiffusion totale ☐ diffuseur ☐ autodiffusion partielle

Outils de promotion utilisés (cocher)

☐ catalogue papier ☐ PLV ☐ conférence de presse

☐ catalogue internet ☐ prospectus ☐ encart publicitaire

☐ autre (précisez)

Renseignements concernant l'ouvrage proposé

Titre de l'ouvrage

Auteur (Nom et Prénom)

Traducteur (Nom et Prénom)

Langue et Pays d'origine de l'ouvrage

Collection

Nombre de pages

Format (en cm)

Données techniques relatives à l'ouvrage proposé

Charges liées au projet	Montant (HT)	Produits liés au projet	Montant (HT)
Fabrication			
Composition et mise en page	€ HT	Autofinancement	€ HT
Impression et reliure	€ HT	Aides publiques et privées : (préciser les institutions sollicitées)	
Edition			
Saisie et autre	€ HT	-	
Correction	€ HT	-	€ HT
Frais de traduction	€ HT	-	€ HT
Droits iconographiques et de reproduction	€ HT	-	€ HT
A-valoir auteur	€ HT	**Montant sollicité OPLB / GB** (*2)	€ HT
TOTAL	€ HT	**TOTAL**	€ HT

Prix public (TTC)

Seuil de rentabilité (*1)

Campagne de promotion et/ou mode de diffusion envisagés

(*1) Seuil de rentabilité exprimé en nombre d'exemplaires à vendre (en intégrant au calcul des coûts, les droits d'auteur et les frais de structure).

(*2) Montant sollicité à l'Office Public de la Langue Basque et au Gouvernement Basque pour l'ouvrage présenté (coûts de fabrication et d'édition seulement).